



Janvier 2016

---

**PR8.3**

Projet de construction d'un terminal  
d'approvisionnement de carburant aéroportuaire à  
Montréal-Est

6211-16-010

## ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 251 217 (SITE 2) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

TERMINAL D'APPROVISIONNEMENT DE CARBURANT  
AÉROPORTUAIRE DE LA CORPORATION INTERNATIONALE  
D'AVITAILLEMENT DE MONTRÉAL

**Présenté à:**

M. Robert lasenza  
Corporation Internationale d'Avitaillement de Montréal  
455, boulevard Fénelon, bureau 110  
Dorval, Québec, H9S 5T8

RAPPORT



**Numéro de référence: 009-12-1223-0024-1300-RF-Rev0**

**Distribution:**

3 copies: Corporation Internationale d'Avitaillement de  
Montréal, Montréal, Qc  
22 copies: MDDELCC, Québec, Qc  
1 copie: Administration Portuaire de Montréal, Montréal, Qc  
1 copie: Golder Associés Ltée, Montréal, Qc





## Table des matières

<b>1.0</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
1.1	Mandat et objectifs.....	1
1.2	Portée des travaux.....	1
1.3	Localisation du Site et milieu environnant.....	2
<b>2.0</b>	<b>PARAMÈTRES PHYSIQUES .....</b>	<b>2</b>
2.1	Topographie et hydrologie .....	2
2.2	Géologie .....	3
2.3	Hydrogéologie.....	3
<b>3.0</b>	<b>REVUE DES DONNÉES HISTORIQUES .....</b>	<b>4</b>
3.1	Photographies aériennes.....	4
3.2	Annuaire des rues.....	10
3.3	Dossiers d'assurance incendie .....	12
3.4	Rapports antérieurs .....	12
3.4.1	Opérations et activités du Site .....	12
3.4.2	Infrastructures du Site .....	14
3.4.3	Qualité des sols et de l'eau souterraine sur le Site, et produit en phase libre .....	14
3.4.4	Propriétés adjacentes .....	15
3.5	Bases de données des agences gouvernementales .....	18
3.5.1	Inventaire des sites contaminés fédéraux et inventaire des décharges de déchets solides fédéraux.....	18
3.5.2	Bases de données du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques .....	18
3.5.3	Régie du bâtiment du Québec – Registre des sites d'équipements pétroliers .....	19
3.5.4	Régie du bâtiment du Québec - Liste des titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé.....	19
3.6	Information gouvernementale .....	20
3.6.1	Ville de Montréal .....	20
3.6.2	Ville de Montréal-Est.....	20
3.6.3	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques .....	20



## ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 251 217 (SITE 2) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

3.6.4	Transports Canada .....	21
3.6.5	Environnement Canada .....	21
<b>4.0</b>	<b>VISITE DE SITE.....</b>	<b>21</b>
4.1	Opérations et activités du Site .....	22
4.1.1	Émissions atmosphériques .....	22
4.1.2	Les eaux et eaux usées .....	22
4.1.3	Gestion des déchets non dangereux.....	22
4.1.4	Entreposage, manipulation et gestion de déchets, matériaux et produits chimiques dangereux .....	22
4.1.5	Végétation affectée .....	23
4.1.6	Fosses et lagunes .....	23
4.1.7	Matériaux de construction et substances désignées.....	23
4.1.8	Radon .....	23
4.1.9	Réservoirs hors sol .....	23
4.1.10	Réservoirs et conduites souterrains .....	23
4.1.11	Équipement hydraulique .....	23
4.1.12	Champs électromagnétiques .....	23
4.1.13	Bruit.....	24
4.2	Propriétés adjacentes .....	24
<b>5.0</b>	<b>ENJEUX DE L'ÉES PHASE I .....</b>	<b>25</b>
5.1	Enjeux sur le Site.....	25
5.2	Enjeux hors Site.....	27
<b>6.0</b>	<b>CONCLUSIONS.....</b>	<b>28</b>
<b>7.0</b>	<b>LIMITATIONS ET UTILISATION DU RAPPORT .....</b>	<b>28</b>



## ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 251 217 (SITE 2) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

### TABLEAUX

Tableau 1 : Revue des photographies aériennes et des images satellites du Site.....	5
Tableau 2 : Titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé.....	19

### FIGURES

Figure 1	Localisation du Site
Figure 2	Plan du site et usage des propriétés avoisinantes
Figure 3	Enjeux environnementaux potentiels et sommaire de la qualité des sols de surface

### ANNEXES

#### ANNEXE A

Document photographique

#### ANNEXE B

Photographies aériennes

#### ANNEXE C

Réponses de RMS et des agences gouvernementales

#### ANNEXE D

Liste des rapports environnementaux antérieurs fournis par l'APM

#### ANNEXE E

Limitations





## **1.0 INTRODUCTION**

### **1.1 Mandat et objectifs**

Golder Associés Ltée (Golder) a été retenue par la Corporation Internationale d'Avitaillement de Montréal (CIAM), le 13 novembre 2012, afin de procéder à une évaluation environnementale de site (ÉES) de type Phase I d'une propriété appartenant à l'Administration Portuaire de Montréal (APM) et située à Montréal-Est. L'ÉES Phase I a été complétée en 2013 dans le contexte du projet de terminal d'approvisionnement de carburant aéroportuaire de CIAM. Le présent rapport résume les travaux effectués et présente les résultats obtenus lors de l'ÉES Phase I réalisée par Golder.

La propriété faisant l'objet de l'ÉES Phase I (ci-après nommé le « Site ») comprend une portion des sections 98 et 99 de l'APM située immédiatement à l'ouest de la rue Notre-Dame Est et à environ 300 mètres (m) du fleuve Saint-Laurent. Le Site correspond au lot 1 251 217 du cadastre du Québec et est situé au 10175, rue Notre-Dame Est. L'emplacement du Site est présenté à la figure 1.

L'objectif de l'ÉES Phase I est de documenter les conditions actuelles du Site et, si possible, d'identifier les opérations et les activités ayant eu lieu sur le Site qui pourraient constituer des enjeux environnementaux potentiels. L'ÉES Phase I a été réalisée en conformité avec les principales composantes de la norme CSA Z768-01 (R2006), évaluation environnementale de site, Phase I. Bien que l'ÉES Phase I ne ciblait pas les activités hors Site, les activités passées et actuelles sur les propriétés voisines ayant pu avoir un impact environnemental sur le Site ont été considérées. Les travaux ont été complétés en consultant les informations facilement accessibles permettant l'identification des enjeux environnementaux potentiels sur le Site. Cette approche de travail constitue une méthode permettant la réduction des risques mais non leur élimination.

### **1.2 Portée des travaux**

La portée du mandat de Golder a inclus la revue des documents historiques et réglementaires, ainsi que la revue de rapports d'ÉES et d'autres documents antérieurs de nature environnementale fournis par l'APM, une visite du Site et la préparation de ce rapport. Il est à noter qu'aucune entrevue n'a été réalisée dans le cadre de la présente ÉES Phase I, pour les raisons suivantes :

- Le Site était vacant au moment de l'ÉES;
- Aucun représentant de Site n'était présent au moment de la visite de Site; et
- Aucune personne contact pour le Site n'a été référée à Golder.

Également, aucune information concernant la chaîne de titres n'a été fournie à Golder et ainsi, aucune revue des titres de propriété n'a été effectuée.

Afin d'identifier les données historiques pertinentes relatives au Site, les documents provenant des sources suivantes ont été revus :

- Photographies aériennes;
- Annuaire des rues;
- Dossiers d'assurance incendie fournis par Risk Management Services Inc. (RMS);



- APM;
- FSM;
- Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec<sup>1</sup> (MDDELCC);
- Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Ville de Montréal et Ville de Montréal-Est;
- Transports Canada; et
- Environnement Canada.

L'ÉES Phase I a été complétée en consultant les informations accessibles permettant l'identification des enjeux environnementaux potentiels (EEP) sur le Site. Il est à noter qu'une ÉES Phase I ne peut pas confirmer la présence ou l'absence de contaminants sur le Site. La présence ou l'absence de contamination peut uniquement être confirmée par des travaux de caractérisation sur le Site, incluant l'échantillonnage et l'analyse des sols et de l'eau souterraine. L'ÉES Phase I comprenait également une description des usages actuels des propriétés voisines, sur la base de la revue documentaire et d'observations faites à partir du Site ou à partir d'endroits accessibles au public, ce qui ne constitue pas une évaluation complète des propriétés adjacentes.

### 1.3 Localisation du Site et milieu environnant

Le Site à l'étude est un lot vacant comprenant une portion des sections 98 et 99 de l'APM et est situé immédiatement à l'ouest de la rue Notre-Dame Est et à environ 300 m du fleuve Saint-Laurent. Le Site couvre environ 30 274 mètres carrés (m<sup>2</sup>), correspond au lot 1 251 217 du cadastre du Québec (anciennement les lots 76-912 et 77-1869 de la Paroisse de Pointe-aux-Trembles) et est situé au 10175, rue Notre-Dame Est.

Le Site est situé dans un secteur industriel de Montréal-Est occupé par plusieurs industries, incluant des raffineries. La propriété de forme rectangulaire, d'approximativement 350 m de longueur par 95 m de largeur, est bordée à l'ouest par l'emprise ferroviaire de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), par la rue Notre-Dame Est à l'est, par une parcelle de terrain vacant appartenant à la Pétrolière Impériale, puis par la rue Gamble au nord et au sud par une propriété de l'APM louée à la Ville de Montréal et utilisée, au moment de l'étude, comme aire de stationnement. L'emplacement du Site est présenté à la figure 1 et un plan du Site et des environs est présenté à la figure 2. Des photographies du Site sont fournies à l'annexe A.

## 2.0 PARAMÈTRES PHYSIQUES

### 2.1 Topographie et hydrologie

La topographie du Site est généralement plane avec une légère pente vers la rue Notre-Dame Est, soit vers l'est. Un fossé longe la limite est du Site, près de la rue Notre-Dame Est. Le Site est généralement couvert de

<sup>1</sup> Anciennement connu sous les appellations de ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs du Québec (MDDEFP), ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec (MDDEP), ministère de l'Environnement du Québec (MENV), ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec (MEF) ou ministère de l'Environnement du Québec (MENVQ). La demande d'information a été soumise au MDDEFP au moment de la réalisation de cette étude.



plantes herbacées et d'arbustes avec des secteurs boisés. Quelques débris (béton et débris divers incluant des déchets domestiques) ont été observés dans le secteur nord-ouest du Site. Selon la carte topographique de la région, présentée dans l'Atlas du Canada, le terrain à l'étude a une élévation d'environ 10 m au-dessus du niveau moyen de la mer.

Une dépression de terrain couverte d'herbes hautes a été observée dans la portion sud-ouest du Site. Aucune accumulation d'eau n'a été notée dans ce secteur lors de la visite du Site. En général, le Site est à la même élévation que celle des propriétés adjacentes, à l'exception de la limite ouest du Site et de la dépression de terrain située dans la partie sud-ouest du Site, où le Site est à environ 2 m plus bas que la propriété adjacente.

## 2.2 Géologie

La région de Montréal-Est est caractérisée par la présence de sédiments d'eau profonde (silt et argile) associés à la mer de Champlain dans la partie sud, et par la présence de till et de roc dans la partie nord (Prest et Hode-Keyser, 1982). Le roc est principalement composé d'un calcaire avec des horizons de schiste noir de la formation de Tétéreauville du groupe de Trenton (Clark, 1972).

Sur la base de la revue des rapports environnementaux antérieurs effectuée par Golder, quatre unités stratigraphiques ont été identifiées au Site et sont décrites ci-dessous à partir de la surface (Soprin ADS, 1997b) :

- Une couche de remblai constituée principalement d'argile silteuse remaniée, avec un peu de sable et de gravier ainsi qu'une faible proportion de débris (bois, brique, béton et métal). Selon les rapports antérieurs, cette couche d'argile silteuse remaniée est principalement composée de sols qui ont été excavés (sols non contaminés et sols réhabilités) et réutilisés comme remblai sur le Site (tel que décrit dans une des sections subséquentes du rapport);
- Une couche d'argile silteuse dont la portion supérieure est fissurée;
- Une couche de till, composée de sable silteux avec un peu de gravier et des traces d'argile. La couche de till a été observée à une profondeur approximative de 11 m sous la surface du sol et dont l'épaisseur varie entre environ 0,5 et 3,0 m; et
- Le socle rocheux constitué de calcaire gris très altéré observé à des profondeurs variant entre 11 et 15 m sous la surface du sol.

## 2.3 Hydrogéologie

Selon la revue des rapports environnementaux antérieurs par Golder, la nappe d'eau souterraine au Site a été observée dans la couche de remblai ou d'argile silteuse, entre 1 et 2 m de profondeur sous la surface du sol. L'aquifère du roc est décrit comme un aquifère confiné et les données indiquent un gradient hydraulique vertical vers le bas, soit des dépôts meubles vers le roc. La nappe de surface s'écoule vers le fleuve Saint-Laurent, soit vers l'est (Soprin ADS, 1997b). Cependant, la direction d'écoulement de l'eau souterraine peut être localement influencée par les fluctuations saisonnières et les infrastructures souterraines, incluant la présence d'infrastructures souterraines sous la rue Notre-Dame Est située immédiatement à l'est du Site.



### **3.0 REVUE DES DONNÉES HISTORIQUES**

Cette section résume l'information pertinente à la présente étude et tirée des documents fournis à Golder. L'annexe B présente des photographies aériennes, l'annexe C inclut les réponses obtenues de RMS et des agences gouvernementales et l'annexe D présente un sommaire des documents fournis par l'APM. L'emplacement approximatif (confirmé ou présumé) des anciennes infrastructures et des enjeux environnementaux discutés dans la présente section est illustré à la figure 2.

#### **3.1 Photographies aériennes**

Des photographies aériennes datant de 1950, 1954, 1964, 1979, 1983, 1992 et 1997 ont été consultées afin de dresser la liste chronologique des usages du Site. Des images satellites tirées de Google Earth et datées de 2002, 2005, 2008, 2010 et 2011 ont également été consultées. Les observations faites lors de la revue des photographies aériennes et des images satellites sont résumées au tableau 1 présenté ci-dessous.



## ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 251 217 (SITE 2) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

**Tableau 1 : Revue des photographies aériennes et des images satellites du Site**

Année	Site	Propriétés adjacentes			
		Nord	Ouest	Sud	Est
1950	Deux (2) réservoirs hors sol de grande taille et cinq (5) réservoirs hors sol de faible taille sont présents sur le Site. Quelques infrastructures s'apparentant à des camions et/ou à des conteneurs sont aussi présentes.	Une propriété industrielle, incluant quatre (4) réservoirs hors sol et un (1) bâtiment de petite taille, est présente immédiatement au nord du Site, suivie par l'avenue Gamble. Des infrastructures associées à une raffinerie, incluant un parc à réservoirs et des bâtiments, sont présentes au nord de l'avenue Gamble. Les voies ferrées longeant la limite ouest du Site se poursuivent au nord du Site.	Des voies ferrées sont présentes le long de la limite ouest du Site, suivies par des infrastructures associées à une raffinerie, incluant un parc à réservoirs et plusieurs bâtiments.	La propriété adjacente, située de l'autre côté d'une route d'accès, est vacante et recouverte d'herbes. La propriété vacante est bordée au sud par le boulevard Joseph-Versailles. Les voies ferrées longeant la limite ouest du Site se poursuivent au sud du Site. Une propriété industrielle est présente au sud-ouest du Site.	La rue Notre-Dame Est longe la limite est du Site. Des infrastructures associées à une raffinerie sont présentes sur une propriété située à l'est de la rue Notre-Dame Est. Ces infrastructures incluent quatre (4) réservoirs hors sol de grande taille et un (1) bâtiment situé dans le secteur sud-ouest de la propriété. Quatre (4) réservoirs hors sol de faible taille et une structure pouvant être un séparateur API sont présents sur le terminal maritime qui longe le fleuve Saint-Laurent. De plus, une baie et un quai sont visibles sur la photographie.
1954	Un réservoir hors sol additionnel de faible taille semble être présent au sud-ouest d'un réservoir hors sol de grande taille.	Similaire à la photographie de 1950.	Similaire à la photographie de 1950.	Similaire à la photographie de 1950.	Il y a un (1) réservoir hors sol additionnel de grande taille sur la propriété située de l'autre côté de la rue Notre-Dame Est.



## ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 251 217 (SITE 2) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

Année	Site	Propriétés adjacentes			
		Nord	Ouest	Sud	Est
1964	Similaire à la photographie de 1954.	Similaire à la photographie de 1950.	Similaire à la photographie de 1950.	Un (1) bâtiment et une aire de stationnement sont visibles immédiatement au sud du Site.	Un réservoir hors sol additionnel de grande taille est présent sur la propriété située de l'autre côté de la rue Notre-Dame Est. Six (6) réservoirs hors sol de grande taille sont maintenant visibles. Dans le secteur du terminal maritime, la baie auparavant visible a été remplie, ce qui a créé deux (2) grands bassins artificiels.
1979	Similaire à la photographie de 1954.	Le petit bâtiment observé sur les photographies précédentes n'est plus présent. Une grande aire de stationnement est maintenant présente à cet endroit.	Similaire à la photographie de 1950.	L'aire de stationnement a été agrandie vers le sud. Une aire asphaltée est aussi visible plus au sud. Plusieurs réservoirs hors sol de grande taille sont présents sur la propriété située au sud-est du Site.	Il y a un réservoir hors sol additionnel de grande taille sur la propriété située de l'autre côté de la rue Notre-Dame Est, pour un total de sept (7) réservoirs hors sol de grande taille. Le secteur du terminal maritime est davantage développé avec l'ajout de réservoirs hors sol de faible taille et d'un bâtiment.
1983	Similaire à la photographie de 1954.	Le réservoir hors sol situé près du coin nord-est du Site n'est plus présent et l'aire de stationnement s'est agrandie jusqu'à ce secteur.	Similaire à la photographie de 1950.	Similaire à la photographie de 1979.	Un bassin de collecte de l'eau de pluie est visible dans le secteur du terminal maritime à la place des deux (2) grands bassins artificiels.



## ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 251 217 (SITE 2) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

Année	Site	Propriétés adjacentes			
		Nord	Ouest	Sud	Est
1992	Toutes les infrastructures ont été démantelées à l'exception du bâtiment situé au sud du Site. Les empreintes de quelques anciennes infrastructures sont encore visibles.	Les installations situées sur la propriété voisine ont été démantelées; l'empreinte des réservoirs hors sol est visible. Au nord de l'avenue Gamble, quatre (4) réservoirs hors sol et des pipelines sont encore présents.	La majorité des installations sur la propriété située entre la rue Sherbrooke et les voies ferrées ont été démantelées. Quelques bâtiments sont toujours présents immédiatement à l'ouest des voies ferrées et des réservoirs hors sol de grande taille sont présents plus à l'ouest. Des empilements de sols sont visibles un peu partout sur la propriété.	Similaire à la photographie de 1983.	Les installations sur la propriété adjacente ont été démantelées à l'exception du bâtiment situé dans le secteur sud-ouest de la propriété. Dans le secteur du terminal maritime, quelques réservoirs hors sol ont aussi été démantelés. Les empreintes des anciens réservoirs hors sol sont encore visibles.
1997	Le Site est vacant. Le bâtiment a été démoli et les empreintes visibles en 1992 ne sont plus visibles.	Similaire à la photographie de 1992.	Les propriétés adjacentes apparaissent généralement vacantes, à l'exception de trois (3) réservoirs hors sol toujours présents et d'autres plus à l'ouest. La topographie apparaît plane.	Le bâtiment et l'aire de stationnement adjacents ne sont plus présents et des empilements de sols sont visibles sur la propriété.	Le bâtiment adjacent a été démoli ainsi que toutes les infrastructures hors sol qui étaient présentes dans le secteur du terminal maritime.
Image Google Earth 2002	Des indices d'activités de nature inconnue sont visibles dans la portion sud du Site. Une dépression de terrain est visible au centre de la limite ouest du Site.	Toutes les infrastructures ont été démantelées, à l'exception de quelques conduites. Les empreintes des anciennes installations sont toujours visibles.	Une propriété industrielle de grande superficie apparaît être en construction immédiatement à l'ouest des voies ferrées. Une route d'accès en terre, des roulottes de chantier, une grande aire de stationnement, des empilements de matériaux, des réservoirs hors sol en construction et des chantiers de construction sont visibles.	La propriété adjacente est vacante et généralement couverte d'herbes.	La propriété adjacente est vacante et couverte d'herbes. Le secteur de l'ancien terminal portuaire a été pavé et des poteaux électriques ou lampadaires ont été installés. Deux (2) empilements de matériaux sont présents sur une surface pavée.



## ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 251 217 (SITE 2) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

Année	Site	Propriétés adjacentes			
		Nord	Ouest	Sud	Est
Image Google Earth 2005	La surface du Site est généralement couverte d'herbes, à l'exception de la portion sud du Site qui est couverte de gravier.	Des débris de conduites sont apparents au-dessus de la rue Notre-Dame Est et des voies ferrées.	Une usine industrielle a été construite, incluant des réservoirs hors sol près du Site et un important complexe industriel plus à l'ouest. Le complexe est desservi par les voies ferrées. Les autres propriétés sont vacantes. Les empreintes des anciennes installations sont toujours visibles.	Un réservoir hors sol additionnel de faible taille est présent sur la propriété située au sud-est.	D'autres empilements de matériaux sont entreposés sur la surface pavée de l'ancien secteur du terminal maritime.
Image Google Earth 2008	Le couvert végétal apparaît s'être étendu plus au sud.	Similaire à l'image de 2005.	La propriété adjacente située au nord-ouest du Site apparaît être couverte de terre et des routes sont visibles. Des empilements de sols sont également présents.	Deux (2) réservoirs hors sol additionnels de petite taille sont présents sur la propriété située au sud-est. Une partie du bâtiment situé au sud-ouest a été démolie.	Similaire à l'image de 2005.
Image Google Earth 2010	Similaire à l'image de 2008.	Similaire à l'image de 2008.	La propriété adjacente située au nord-ouest est vacante.	Similaire à l'image de 2008.	Similaire à l'image de 2008.
Image Google Earth 2011	Similaire à l'image de 2010.	Similaire à l'image de 2010.	Similaire à l'image de 2010.	La propriété située au sud-ouest est vacante.	Similaire à l'image de 2010.





Selon la revue des photographies aériennes et des images satellites effectuée par Golder, les éléments suivants sont pertinents :

### Site :

- Le Site s'est développé à des fins industrielles depuis au moins 1950. Les infrastructures anciennement présentes sur le Site comprenaient deux (2) réservoirs hors sol de grande taille et cinq (5) réservoirs hors sol de faible taille. Selon la revue des rapports antérieurs (voir les sections subséquentes du présent rapport), les réservoirs hors sol de grande taille étaient identifiés réservoir n° 710 et réservoir n° 711. Selon la revue des photographies aériennes, ces derniers ont été installés sur le Site avant 1950 et ont été démantelés entre 1983 et 1992. Les quatre (4) réservoirs hors sol de faible taille, situés entre les deux réservoirs hors sol de grande taille, ont été installés sur le Site avant 1950 et démantelés entre 1983 et 1992. Quant au cinquième réservoir hors sol de faible taille situé au sud-ouest d'un des réservoirs hors sol de grande taille, il a été installé sur le Site entre 1950 et 1954 et démantelé entre 1983 et 1992. D'autres infrastructures, incluant un (1) bâtiment et une (1) aire potentiellement utilisée pour le stationnement de camions ou pour l'entreposage de conteneurs, étaient présentes sur le Site depuis au moins 1950; et
- Toutes les infrastructures, à l'exception d'un (1) bâtiment, semblent avoir été démantelées avant 1992. Le bâtiment a été démantelé entre 1992 et 1997. La surface du Site a également été nivelée entre 1992 et 1997 et ne semble pas avoir changé depuis. Par conséquent, aucune activité significative ne semble avoir eu lieu sur le Site depuis 1997.

### Propriétés adjacentes :

- Les propriétés adjacentes situées au nord du Site se sont développées à des fins industrielles depuis au moins 1950. Des infrastructures et opérations associées à la manutention et à l'entreposage de produits pétroliers, incluant des réservoirs hors sol de grande taille et des pipelines, ont été observées sur ces propriétés adjacentes au Site et semblent avoir été en partie démantelées entre 1983 et 2002;
- Des voies ferrées longeant la limite ouest du Site sont présentes depuis au moins 1950. Les propriétés plus à l'ouest se sont développées à des fins industrielles depuis au moins 1950. Des opérations et infrastructures associées au raffinage, à la manutention et à l'entreposage de produits pétroliers, incluant des réservoirs hors sol de grande taille et des usines de transformation, semblent avoir eu lieu et été présentes sur ces propriétés. Ces infrastructures ont été démantelées en majeure partie entre 1983 et 2005. Un complexe industriel, incluant un parc à réservoirs, a été construit immédiatement à l'ouest des voies ferrées entre 1997 et 2005;
- La propriété adjacente située au sud du Site a été généralement vacante ou utilisée comme aire de stationnement entre 1950 et 2011. Un bâtiment industriel de taille importante a été construit sur la propriété située au sud-ouest du Site avant 1950. Ce bâtiment a été en partie démantelé entre 2005 et 2008 et complètement démantelé avant 2011. La propriété située au sud-est du Site s'est développée entre 1964 et 1979. Plusieurs réservoirs hors sol de grande taille ont été installés sur cette propriété et étaient toujours présents en 2011; et



- Les propriétés situées à l'est du Site se sont développées à des fins industrielles depuis au moins 1950. Des infrastructures et opérations associées à la manutention et à l'entreposage de produits pétroliers ont été observées sur ces propriétés. Un parc à réservoirs incluant jusqu'à sept (7) réservoirs hors sol, ce qui semble être un séparateur API et un bassin de collecte de l'eau pluviale étaient anciennement présents dans le secteur du terminal maritime. Les infrastructures ont été démantelées entre 1983 et 1997. La propriété adjacente au Site est restée vacante jusqu'à au moins 2011, mais le terminal maritime s'est redéveloppé entre 1997 et 2002 à des fins d'entreposage d'empilements de matériaux et était encore utilisé à ces fins en 2011.

### 3.2 Annuaire des rues

Les annuaires des rues de la ville de Montréal ont été revus dans le but de connaître l'historique de l'occupation du Site et des propriétés voisines. Les annuaires Lovell ont été consultés en ligne sur le site internet de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Les annuaires des rues ont été consultés pour les années 1925-1926, 1930-1931, 1932-1933, 1934-1935, 1935-1936, 1940, 1945, 1949, 1955, 1959, 1965-1966, 1970-1971, 1976, 1980, 1985-1986, 1990-1991, 1995 et 1999-2000 pour la rue Notre-Dame Est, l'avenue Gamble, l'avenue Richard, l'avenue Saint-Cloud et le boulevard Joseph-Versailles. Des années représentatives ont été sélectionnées afin d'établir des intervalles de temps constants entre les inscriptions aux annuaires. Il est à noter que pour les annuaires datés entre 1959 et 1971, aucune adresse n'est inscrite au-dessus de 10000, rue Notre-Dame Est et il n'y a donc aucune mention du Site ou des propriétés adjacentes pour cette période.

Les sections suivantes résument les informations pertinentes relevées lors de la consultation des annuaires des rues.

#### Site :

Selon la revue des annuaires des rues de la ville de Montréal, l'adresse 10175, rue Notre-Dame Est, correspond au Site.

1955	10175	Rue Notre-Dame Est, est occupé par McColl Frontenac Oil Co Ltd. Ceci correspond à la première mention de l'adresse du Site dans les annuaires.
1976	10175	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Texaco Canada Ltd, service de commande en vrac.
1980	10175	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Texaco Canada Ltd, service de commande en vrac.
1986	10175	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Texaco Canada Ltd.



## ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 251 217 (SITE 2) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

### Propriétés adjacentes :

1932-1933	10510	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Imperial Oil Co Ltd.
1949	10150	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Conduit National Ltd.
		Avenue Gamble (aucune adresse, intersection Victoria) est occupé par Shell Oil Co of Canada Ltd.
	10510	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Imperial Oil Co Ltd.
1955	10150	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Conduit National Ltd.
	10400	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Imperial Oil Co Ltd., bâtiment technique.
	10510	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Imperial Oil Co Ltd.
	10610	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Imperial Oil Refineries Ltd.
1976	10800	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Imperial Oil Co Ltd. Terminal commercial.
	10200	Rue Notre-Dame Est, est occupé par la raffinerie Texaco Canada Ltd.
	10500	Rue Notre-Dame Est, est occupé par une compagnie de construction.
	10510	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Imperial Oil Co Ltd., département de fabrication, ainsi que par des compagnies en construction.
	10937	Rue Notre-Dame Est, est occupé par une station-service Sergaz.
1980	10200	Rue Notre-Dame Est, est occupé par des compagnies de construction ainsi que par Texaco Canada Ltd (département raffinerie, station de pompage, département des quais).
	10500	Rue Notre-Dame Est, est occupé par des compagnies de construction.
	10515	Rue Notre-Dame Est, est occupé par la raffinerie Imperial Oil Co Ltd. ainsi que par des compagnies de construction.
	10937	Rue Notre-Dame Est, est occupé par une station-service.
1986	10000	Rue Notre-Dame Est, est occupé par le terminal Pétrole Pittston Canada Inc.
	10515	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Pétroles Esso Canada ainsi que par des compagnies de construction.
	10937	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Dumont Richard.
1990-1991	10000	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Bituflex Inc. produits d'asphalte.
	10150	Rue Notre-Dame Est, est occupé par les Everlite luggage.
	10515	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Pétroles Esso Canada.
	10937	Rue Notre-Dame Est, est occupé par une station-service.
1995	10000	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Bituflex Inc. produits d'asphalte.
	10150	Rue Notre-Dame Est, est occupé par les Everlite luggage.
	10937	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Dumont Richard.
1999-2000	10000	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Bituflex Inc. produits d'asphalte.
	10150	Rue Notre-Dame Est, est occupé par les Everlite luggage.
	10515	Rue Notre-Dame Est, est occupé par Biogénie SRDC Inc.
	10937	Rue Notre-Dame Est, est occupé par une station-service.
	18	Avenue Richard, est occupé par Services Environnementaux Lasalle.
	26	Avenue Richard, est occupé par Lasalle Landscapers Inc.
	27	Avenue Richard, est occupé par Ébénisterie Québécoise Inc.
	29	Avenue Richard, est occupé par Carossier Cadieux Kane Inc.
	47	Avenue Richard, est occupé par Couvreur Desjardins Enr.



La revue des annuaires des rues a révélé que le Site a été occupé par McColl Frontenac Oil Co Ltd et par Texaco Canada Ltd. (Texaco), ces deux compagnies ayant opéré des terminaux et raffineries de produits pétroliers de 1955 à 1986. Le secteur du Site s'est initialement développé dans les années 1930 avec des activités industrielles principalement associées au raffinage, à la manutention et à l'entreposage de produits pétroliers. D'autres activités commerciales ont ensuite été initiées dans le secteur, dans les années 1990.

### 3.3 Dossiers d'assurance incendie

RMS a été contactée afin de déterminer si des plans d'assurance incendie ou des rapports d'inspection étaient disponibles pour le Site.

Une réponse de RMS a été obtenue, le 29 novembre 2012, indiquant qu'il ne détenait aucun dossier concernant le Site. Une copie de la correspondance est présentée à l'annexe C.

### 3.4 Rapports antérieurs

Dans le cadre de la présente ÉES Phase I, l'APM a fourni une liste de 130 rapports antérieurs contenant potentiellement de l'information pertinente relative au Site. De ces 130 rapports, 29 rapports ont été ciblés pour une revue puisqu'ils semblaient contenir de l'information pertinente à l'étude. La liste des rapports revus, qui font partie intégrante de ce rapport, est présentée au tableau sommaire de l'annexe D.

Les rapports revus ont fourni de l'information relative au Site, aux opérations et infrastructures sur les propriétés adjacentes, ainsi qu'à la qualité des sols et de l'eau souterraine. L'information pertinente est résumée dans les sections suivantes.

#### 3.4.1 Opérations et activités du Site

Selon les rapports environnementaux antérieurs, le Site faisait partie d'une propriété appartenant à deux (2) compagnies pétrolières, McColl-Frontenac Oil Inc. et ensuite Texaco. Ces compagnies ont opéré des raffineries de pétrole ainsi que des installations de manutention et d'entreposage de produits pétroliers sur le Site et sur les propriétés adjacentes entre 1927 et 1982.

Selon les informations rapportées, le Site correspondait aux secteurs 231-A et 121-B de l'ancienne raffinerie Texaco et a été occupé par le secteur de réservoirs commerciaux et le « terminal commercial », incluant deux (2) réservoirs hors sol de grande taille contenant du mazout léger et de l'huile de chauffage, plusieurs réservoirs hors sol de faible taille contenant du mazout lourd ainsi que de l'équipement utilisé pour filtrer de l'essence, du carburacteur et du diesel. En 1984, Texaco a procédé au démantèlement progressif de ses installations. Des études de caractérisation environnementale et la réhabilitation subséquente des sols ont été entreprises sur toute la propriété de Texaco. Les résultats des études de caractérisation environnementale réalisées sur le Site ont révélé la présence de taches noires, d'huile noire visqueuse et d'hydrocarbures en phase libre dans les fissures de l'argile silteuse. Des odeurs significatives d'hydrocarbures dans le remblai et les horizons argileux ont également été rapportées jusqu'à une profondeur d'environ 2,1 m sous la surface du sol (Cartier Monenco, 1985).

En 1990, la propriété Texaco a été vendue à Pétroles Esso Canada (maintenant connue sous l'appellation Pétrolière Impériale et Imperial Oil), qui est donc devenue responsable de compléter les travaux de réhabilitation des sols, tel que prescrit dans le certificat d'autorisation (CA) obtenu précédemment pour la propriété. En 1994, des travaux environnementaux réalisés par Biogénie pour le compte de la Pétrolière Impériale ont confirmé la



présence de sols contaminés sur le Site, ainsi que la présence de nombreuses infrastructures souterraines (conduites de produits pétroliers abandonnées) nécessitant des travaux de démantèlement suivis par des travaux de réhabilitation (Biogénie, 1996a et b).

Les travaux de démantèlement et de réhabilitation des sols ont débuté en 1995 et ont compris l'excavation et le traitement de tous les sols contaminés en excès des critères C du MDDELCC (MENV, 1999). Les sols de surface, visuellement non contaminés, ont été excavés afin d'avoir accès aux sols contaminés sous-jacents et ont été empilés temporairement sur le Site. Les sols fortement contaminés ont été excavés et éliminés hors Site alors que l'argile silteuse fissurée contaminée, contenant une concentration d'huiles et graisses minérales inférieure à 0,5 %, a été traitée *in situ* en mélangeant l'huile dans la matrice. Les sols traités ont ensuite été utilisés comme remblai et ont été couverts des sols de surface « propres » précédemment excavés. Le Site est donc entièrement couvert d'une couche de remblai qui consiste en un mélange hétérogène de silt, de sable et d'argile silteuse avec un peu de gravier.

La profondeur des excavations, c'est-à-dire la base de la couche d'argile fissurée, a varié entre 1,4 et 3,8 m sous la surface du sol. La réhabilitation du Site a été complétée en 1996. Les résultats obtenus pour les échantillons de sols prélevés dans l'excavation ont révélé des concentrations moyennes en hydrocarbures pétroliers dans la plage B-C des critères du MDDELCC. Cependant, des sols contaminés excédant les critères C ont été identifiés à deux (2) endroits le long de la limite ouest du Site, soit à la limite de l'emprise ferroviaire du CN, et ont été laissés en place, tel que présenté à la figure 3. Selon les informations rapportées, une membrane et/ou une couche d'argile a été installée le long des parois de l'excavation où des sols contaminés ont été observés ainsi que le long de la limite nord du Site, afin de prévenir la migration potentielle de contaminants provenant de la propriété voisine. Lors de la réhabilitation des propriétés voisines situées à l'est et à l'ouest du Site, aussi anciennement occupées par Texaco, plusieurs empilements de sols ont été entreposés sur le Site (emplacement exact inconnu). Comme rapporté, tous ces sols n'étaient pas contaminés à l'exception d'un empilement de sols potentiellement contaminés (localisation approximative montrée sur la figure 3).

En 1997, dans le cadre de la vente de la propriété d'Imperial Oil Company à l'APM, une ÉES Phase II a été réalisée sur le Site et les propriétés adjacentes par Soprin ADS pour le compte de l'APM (Soprin ADS, 1997b). Les résultats ont révélé la présence de sols excédant les critères C du MDDELCC dans une zone restreinte du Site qui avait été rapportée comme étant réhabilitée. De plus, des évidences de présence d'hydrocarbures dans la partie supérieure de l'horizon d'argile silteuse fissurée ont été observées sur l'ensemble du Site. La zone où des sols contaminés ont été observés a ensuite été réhabilitée par excavation (voir figure 3). Un total de 560 mètres cubes ( $m^3$ ) de sols contaminés a été excavé jusqu'à une profondeur moyenne de 3,3 m sous la surface du sol. Cependant, le rapport concluait qu'il était possible que des sols et/ou de l'eau souterraine contaminés par des hydrocarbures pétroliers  $C_{10}$ - $C_{50}$  (HP  $C_{10}$ - $C_{50}$ ) et/ou des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) soient toujours localement présents à certains endroits sur le Site (Soprin ADS, 1997b).

À la suite de l'ÉES Phase II et des travaux de réhabilitation des sols complétés en 1997, les seuls autres travaux environnementaux réalisés sur le Site ont consisté en des programmes d'échantillonnage de l'eau souterraine réalisés en 1998 et 1999 (voir section 3.4.3 pour les détails), et une étude géotechnique réalisée en 1999.



### 3.4.2 Infrastructures du Site

Selon la revue des rapports environnementaux antérieurs fournis par l'APM (et résumés dans le tableau présenté à l'annexe D), plusieurs infrastructures ont anciennement été présentes sur le Site. La plupart des infrastructures étaient associées aux opérations du secteur des réservoirs commerciaux et du terminal commercial de Texaco, incluant l'entreposage de produits pétroliers. L'emplacement approximatif (confirmé ou présumé) des infrastructures et des enjeux environnementaux discutés dans la présente section est montré à la figure 2.

En résumé, les principales infrastructures anciennement présentes sur le Site sont les suivantes :

- Deux (2) réservoirs verticaux hors sol d'une taille présumée de plus de 1 million de litres (capacité non spécifiée), utilisés pour l'entreposage de mazout léger (réservoir n° T-710) et d'huile à chauffage (réservoir n° T-711). Les réservoirs ont été démantelés entre 1984 et 1995, dans le cadre du démantèlement de la raffinerie Texaco. Cette information est cohérente avec l'information obtenue à partir des photographiques aériennes (entre 1983 et 1992);
- Plusieurs réservoirs hors sol de faible taille (capacité inconnue) de mazout lourd;
- Filtres utilisés pour filtrer de l'essence, du carburéacteur et du diesel;
- Un bâtiment au terminal commercial abritant un bureau et des stations de pompage; et
- Des conduites de procédé et d'égouts souterraines reliées au quai du terminal maritime.

Selon les rapports environnementaux antérieurs, toutes les infrastructures sur le Site ont été démantelées lors des travaux de réhabilitation réalisés en 1995. Aucune nouvelle infrastructure n'aurait été installée sur le Site après 1995.

### 3.4.3 Qualité des sols et de l'eau souterraine sur le Site, et produit en phase libre

Les rapports antérieurs indiquent qu'à la suite de la cessation des activités de Texaco en 1984, des travaux de réhabilitation ont été entrepris sur toute la propriété de Texaco, incluant le Site. Les travaux de démantèlement et de réhabilitation ont débuté en 1995. Des travaux de réhabilitation du Site, comportant l'excavation et l'élimination hors Site de sols contaminés et le traitement *in situ* d'une partie des sols (réutilisée ensuite comme remblai sur le Site), ont été complétés en 1996. Cependant, des sols contaminés excédant les critères C du MDDELCC ont été identifiés à deux (2) endroits le long de la limite ouest du Site, soit à la limite de l'emprise ferroviaire du CN, et ont été laissés en place. Une membrane et/ou une couche d'argile a été installée le long des parois de l'excavation où des sols contaminés ont été observés. Une membrane et/ou une couche d'argile a également été installée le long de la limite nord-est du Site afin de prévenir la migration potentielle de contaminants provenant de la propriété voisine.

En 1997, Soprin ADS a rapporté des évidences de présence d'hydrocarbures dans la partie supérieure de l'horizon d'argile silteuse fissurée ainsi que des sols excédant les critères C du MDDELCC dans une zone restreinte du Site qui avait été rapportée comme étant réhabilitée. (Soprin ADS, 1997b). Un total de 560 m<sup>3</sup> de sols contaminés a été excavé jusqu'à une profondeur moyenne de 3,3 m sous la surface du sol, dans le secteur où des sols contaminés avaient été identifiés (voir figure 3). Cependant, le rapport concluait qu'il était possible que des sols et/ou de l'eau souterraine contaminés par des HP C<sub>10</sub>-C<sub>50</sub> et/ou des HAP soient toujours localement présents à certains endroits sur le Site. Aucune autre contamination des sols excédant les critères C





du MDDELCC n'a été observée à l'exception du soufre, lequel a été considéré seulement comme un problème d'ordre esthétique.

Selon les informations rapportées, de l'eau contaminée et du produit en phase libre ont été observés lors des travaux de réhabilitation complétés avant 1995, et ont été pompés par camion-vacuum puis éliminés hors Site (Cartier Monenco, 1985; Biogénie, 1996a). Les volumes d'eau souterraine et de produit en phase libre pompés ne sont pas spécifiés dans les rapports antérieurs. Le rapport de Soprin ADS (Soprin ADS, 1997b) a conclu que de l'eau souterraine contaminée par des HP C<sub>10</sub>-C<sub>50</sub> et/ou des HAP pouvait encore être présente au Site.

En 1998, le programme de suivi de la qualité de l'eau souterraine de Dessau a montré une contamination de l'eau souterraine en excès des critères applicables pour l'azote ammoniacal, les orthophosphates et l'arsenic dans un (1) des deux (2) puits d'observation échantillonnés. En 1999, un film de produit en phase libre a été observé dans un (1) des puits du Site par TechnoRem (1999).

Considérant l'information citée ci-dessus, des sols et de l'eau souterraine contaminés ainsi que du produit en phase libre seraient toujours présents sur le Site.

### 3.4.4 Propriétés adjacentes

La revue des rapports listés à l'annexe D a permis de recueillir de l'information pertinente relative aux propriétés adjacentes, notamment les anciennes et présentes activités et opérations, les infrastructures ainsi que la qualité des sols et de l'eau souterraine. L'information obtenue est résumée dans les sections ci-dessous. L'emplacement approximatif (confirmé ou présumé) des infrastructures et des enjeux environnementaux discutés dans cette section est présenté sur la figure 2.

#### **Nord (présumé ni en amont, ni en aval hydraulique du Site) :**

- Les propriétés situées au nord du Site ont été occupées par la raffinerie de la Pétrolière Impériale (aussi connue sous l'appellation Pétroles Esso Canada), qui a été en opération de 1916 à 1998. Diverses opérations ont eu lieu à l'intérieur d'un rayon de 250 m du Site, incluant l'entreposage de produits pétroliers et/ou d'eau contaminée, la manutention de produits pétroliers et possiblement le traitement d'eaux usées et d'eaux pluviales;
- Plusieurs infrastructures associées aux activités de la Pétrolière Impériale, incluant des réservoirs, des pipelines et des bâtiments, étaient présentes sur les propriétés voisines situées au nord du Site. Selon les informations rapportées, des réservoirs hors sol étaient présents sur les propriétés adjacentes (tel qu'observé sur les photographies aériennes). Selon le rapport de DDH (2000b), des digues étaient présentes directement au nord du Site, ce qui indique la présence de réservoirs hors sol additionnels avant 2000. Un bâtiment de taille importante, correspondant au bâtiment du complexe Esso et associé aux opérations de la Pétrolière Impériale, était présent au nord-ouest du Site, le long de l'avenue Gamble. Le bâtiment incluait un garage, des rampes de chargement, des entrepôts, une aire d'entreposage et de remplissage de barils ainsi qu'une salle informatique, le Poste 102 (présumé comme étant une sous-station électrique), et des aires de stationnement. Selon les informations rapportées, une aire de stationnement ainsi qu'un parc municipal étaient situés au sud-est, à l'intersection des rues Notre-Dame Est et Saint-Cloud. Toutes les infrastructures adjacentes ont été démantelées, soit avant la cessation des activités de la Pétrolière Impériale ou lors du démantèlement des installations de la Pétrolière Impériale effectué



entre 2000 et 2003. Aucune information n'a été fournie dans les rapports antérieurs concernant les travaux de réhabilitation entrepris sur la propriété de la Pétrolière Impériale; et

- La propriété située au nord-est du Site et à l'est de la rue Notre-Dame Est a été utilisée de 2003 jusqu'à au moins 2008 pour l'entreposage et le traitement (par biodégradation) de sols contaminés, dans le cadre des travaux de réhabilitation entrepris aux sections 100 et 102 de l'APM, situées le long du fleuve Saint-Laurent (Biogénie, 2008).

### Ouest (présumé en amont hydraulique du Site) :

- Les propriétés situées à l'ouest de l'emprise du CN ont également fait partie de la raffinerie Texaco. Les propriétés étaient autrefois occupées par les secteurs suivants de la raffinerie situés à l'intérieur d'un rayon de 250 m du Site :
  - Secteur 111-A : tours, cuves et appareils de chauffage de l'unité de distillation du pétrole brut, l'unité de distillation sous vacuum et l'unité de viscoréduction;
  - Secteur 111-B : unité de polymérisation, dessalinateur, traiteur à la diéthanolamine (DEA), station de pompage et tour de refroidissement. Plusieurs des plus anciens réservoirs hors sol, datant des années 1930, étaient également situés dans ce secteur;
  - Secteur 111-C : quatre (4) unités de traitement Merox, station de pompage, réservoirs de mazout lourd pour la chaufferie;
  - Secteur 111-D : cours de triage et rampe de chargement associée, bâtiment et entreposage du tétra-éthyl de plomb;
  - Secteur 111-E : unité de craquage à catalyseur fluide, transporteur d'eau contenant des composés sulfuriques, absorbeur d'amines;
  - Secteur 111-F : unité d'alkylation (entreposage d'acide);
  - Secteur 111-H : sécurité et formation, balance, bâtiment d'entretien, laboratoires, garage, transformateurs et séparateur eau/huile;
  - Secteur 111-I : chaufferie et unité de traitement d'eau associée;
  - Secteur 111-J : magasins, atelier de menuiserie, bâtiment d'entretien;
  - Secteur 112-E : entreposage d'équipements, incluant une décharge de déchets huileux;
  - Secteur 112-F : tour de refroidissement, réservoir n° T-504 (contenu et capacité inconnus), caserne des pompiers; et
  - Secteur 122-A : entreposage de mazout lourd et produits chimiques de spécialité.





- Comme mentionné dans les sections précédentes, Texaco a procédé au démantèlement progressif de ses installations et à la réhabilitation de la propriété après la cessation de ses activités en 1984. Selon les informations rapportées, les terrains situés dans la portion sud des propriétés adjacentes ont généralement été réhabilités de 1987 à 1996, à l'exception des secteurs 111-J et 122-A, qui ont été utilisés pour l'empilement de sols contaminés excavés sur la propriété de Texaco lors des travaux de réhabilitation. Selon les photographies aériennes, les empilements de sols contaminés ont été retirés de la propriété avant 1997. La revue des rapports antérieurs n'a pas permis d'établir si cette section de la propriété a été réhabilitée.

### **Sud (présumé ni en amont, ni en aval hydraulique du Site) :**

- La propriété située immédiatement au sud du Site a également fait partie de la raffinerie Texaco et a été occupée par un bâtiment des employés, une guérite et une aire de stationnement (secteurs 113-A et 113-B à l'est du bureau de la raffinerie et de l'aire de formation qui était précédemment occupée par un point de vente de carburant) et plus au sud par un terminal commercial satellite (secteur 231-B). Comme mentionné précédemment, Texaco a procédé au démantèlement progressif de ses installations et à la réhabilitation de la propriété après la cessation de ses activités en 1984. La majeure partie de la propriété a été réhabilitée entre 1995 et 1997. Des sols non contaminés ont été empilés sur cette propriété lors des travaux de réhabilitation de quelques propriétés voisines.

### **Est (présumé en aval hydraulique du Site) :**

- La propriété située à l'est du Site, entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent, faisait également partie de la raffinerie Texaco. Les activités réalisées sur la propriété comprenaient le transbordement de pétrole brut et de produits pétroliers, l'entreposage de produits pétroliers et le traitement d'eaux usées et d'eaux pluviales;
- La propriété située le long de la rue Notre-Dame Est a été occupée par un bâtiment à bureaux et des aires de stationnement sur sa portion sud-ouest, et par un parc à réservoirs sur le reste de la propriété. Sept (7) réservoirs hors sol de grande taille (capacité inconnue) ont été présents sur la propriété (secteur des réservoirs 121-A [T-901, T-902, T-712 à T-715 et T-718]). Ces réservoirs contenaient du diesel, du mazout lourd et auraient pu contenir d'autres produits. Une membrane et/ou une couche d'argile a été installée le long de la limite nord de la propriété, afin d'isoler la propriété de toute contamination potentielle du sous-sol pouvant résulter des activités de la Pétrolière Impériale. Cette propriété est suivie à l'est par le secteur de l'ancien terminal maritime. Les installations anciennement présentes sur cette propriété comprenaient un bassin d'eau pluviale, une usine de traitement d'eaux usées, un séparateur API et plusieurs réservoirs hors sol. Des conduites d'égout et de prise d'eau, et autres conduites hors terre et souterraines, ont également été rapportées présentes sur ces propriétés. Une membrane et/ou une couche d'argile a été installée le long de la limite sud de la propriété de Texaco, afin de créer une barrière physique souterraine entre celle-ci et les impacts potentiels associés aux propriétés voisines. Les infrastructures ont été démantelées avant 1996 et la réhabilitation de ces propriétés a été réalisée de 1995 à 1997;
- Selon les informations rapportées, des sols contaminés par des HP C<sub>10</sub>-C<sub>50</sub> sont toujours présents dans le secteur du terminal maritime (TechnoRem, 2003 et TechnoRem, 2009). Les secteurs contaminés sont situés dans les portions nord-est et sud-ouest de la propriété. De l'eau souterraine contaminée est également présente dans ces secteurs;



- Des conduites souterraines associées au transfert des produits pétroliers étaient anciennement présentes sur les propriétés adjacentes situées à l'est du Site, incluant la conduite d'Ultramar, retirée en 1996 (pour les sections 97 à 100);
- Des conduites souterraines associées au transfert de produits pétroliers sont toujours présentes sur les propriétés adjacentes situées à l'est du Site (Canterm, Montréal-Pipeline et Imperial Pipelines); et
- La propriété située entre la rue Notre-Dame Est et le fleuve Saint-Laurent est occupée par Logistec Arrimage Inc (Logistec). La propriété est utilisée pour des activités d'entreposage en vrac (sel et gypse) (TechnoRem, 2008).

### 3.5 Bases de données des agences gouvernementales

Les bases de données gouvernementales ont été consultées afin d'obtenir de l'information environnementale pertinente relative au Site. Les informations pertinentes tirées de ces bases de données sont résumées ci-dessous. Des copies de la correspondance et des documents fournis sont incluses à l'annexe C.

#### 3.5.1 Inventaire des sites contaminés fédéraux et inventaire des décharges de déchets solides fédéraux

Une revue de l'Inventaire des sites contaminés fédéraux (ISCF) a été réalisée le 29 janvier 2013. Le Site n'apparaissait pas dans la base de données, et aucun terrain contaminé n'était listé à l'intérieur d'un rayon de 250 m du Site.

#### 3.5.2 Bases de données du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Golder a consulté les bases de données suivantes :

- Répertoire des dépôts de sols et résidus industriels – Le 29 novembre 2012, le Site n'apparaissait pas dans la base de données du MDDELCC. Cependant, une propriété située à l'intérieur d'un rayon de 250 m du Site était listée à deux reprises (voir la localisation sur la figure 2) :
  - 1 Propriété située au 10515, rue Notre-Dame Est (emplacement exact inconnu, aucune coordonnée géographique fournie, située au nord du Site et donc ni en amont et ni en aval hydraulique du Site). Deux décharges de sols et de déchets sont listées pour la propriété :
    - Un champ d'épandage de boues huileuses pour Pétro-Canada. Les déchets sont décrits comme étant « Boues, Mixte industriel », et sont contaminés par des HP C<sub>10</sub>-C<sub>50</sub> et des métaux; et
    - Une « lagune de boues biologiques » pour la Pétrolière Impériale. Les déchets sont décrits comme étant « Boues, Mixte industriel », et sont contaminés par des composés phénoliques, des HAP, des HP C<sub>10</sub>-C<sub>50</sub>, du manganèse (Mn), du plomb (Pb) et du zinc (Zn).
- Répertoire des terrains contaminés (GTC) – Le 29 novembre 2012, le Site n'était pas répertorié dans la base de données du MDDELCC. Cependant, deux (2) propriétés situées à l'intérieur d'un rayon de 250 m du Site étaient listées (voir la localisation sur la figure 2) :
  - 2 Propriété située à environ 130 m à l'ouest du Site (en amont hydraulique) selon les coordonnées géographiques fournies (45,618951682 - 73,5102967834), mais listée au 10515, rue Notre-Dame Est



## ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 251 217 (SITE 2) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)

(dossier 8407, propriétaire ou compagnie non mentionné dans la base de données). Selon les informations disponibles, les sols sont contaminés par les paramètres suivants : benzo(a)anthracène, benzo(a)pyrène, benzo(b+j+k)fluoranthène, chrome total (Cr), chrysène, cuivre (Cu), dibenzo(a,l)pyrène, étain (Sn), fluoranthène, HP C<sub>10</sub>-C<sub>50</sub>, indéno(1,2,3-cd)pyrène, méthylnaphtalènes, phénanthrène et plomb (Pb). L'eau souterraine est également contaminée par les HP C<sub>10</sub>-C<sub>50</sub>. La réhabilitation des sols de cette propriété jusqu'à l'atteinte des critères C du MDDELCC a été complétée en 2008.

- ③ Une propriété répertoriée pour les Terminaux Canadiens Canterm Inc., et située à environ 50 m au nord-est du Site (en aval hydraulique) selon les coordonnées géographiques fournies (45,6206526575 -73,5059884723), mais listée au 10000, rue Notre-Dame Est (dossier 5742). Selon les informations disponibles, les sols sur cette propriété sont contaminés par les HP C<sub>10</sub>-C<sub>50</sub> et les méthylnaphtalènes. Selon les données consultées, la réhabilitation n'aurait pas été complétée.

### 3.5.3 Régie du bâtiment du Québec – Registre des sites d'équipements pétroliers

Le registre des sites d'équipements pétroliers a été consulté le 29 novembre 2012, afin de vérifier si la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) détient un dossier relatif à la présence d'équipements pétroliers sur le Site. L'adresse du Site, soit le 10175, rue Notre-Dame Est, n'était pas répertoriée dans la base de données. Aucune autre inscription dans la base de données ne semblait correspondre au Site. Conséquemment, aucune demande d'information n'a été transmise à la RBQ.

### 3.5.4 Régie du bâtiment du Québec - Liste des titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé

Golder a consulté la liste des titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé le 29 novembre 2012. L'adresse du Site, soit le 10175, rue Notre-Dame Est, n'était pas répertoriée dans la base de données. Deux (2) propriétés adjacentes au Site et situées à l'intérieur d'un rayon de 250 m ainsi qu'une autre propriété à proximité du Site étaient listées dans la base de données, tel que présenté au tableau ci-dessous.

**Tableau 2 : Titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé**

Titulaire	Adresse	Description des réservoirs d'entreposage
Produits Suncor Énergie, s.e.n.c.	9800, rue Notre-Dame Est (approx. 350 m au sud-est du Site, mais inclus au présent tableau vu la capacité importante autorisée)	2 réservoirs – capacité totale de 23 838 768 litres (L) Émis : octobre 2011 Expire : septembre 2013
Terminaux Canadiens Canterm Inc.	10000, rue Notre-Dame Est (approx. 120 m au sud-est du Site)	5 réservoirs – capacité totale de 1 708 697 L Émis : avril 2012 Expire : avril 2014
Compagnie la Pétrolière Impériale Ltée (Impérial Oil)	10800, rue Notre-Dame Est (approx. 200 m au nord-est du Site)	1 réservoir – capacité totale de 109,000 L Émis : juin 2012 Expire : mai 2014



La présence d'équipements pétroliers à risque élevé dans le secteur du Site représente un enjeu environnemental potentiel pour le Site. Cependant, considérant que les propriétés répertoriées sont situées au sud-est et au nord-est et en aval hydraulique du Site, ces équipements pétroliers constituent un faible risque environnemental pour le Site.

### 3.6 Information gouvernementale

Des demandes d'accès à l'information ont été acheminées auprès des agences gouvernementales mentionnées ci-dessous afin d'obtenir des informations pertinentes relatives au Site. Les réponses ainsi que la documentation reçues sont présentées à l'annexe C alors que les sections qui suivent résument les informations obtenues de chacune des agences gouvernementales.

#### 3.6.1 Ville de Montréal

Golder a transmis deux (2) demandes à la Ville de Montréal (la Ville) afin de vérifier si elle détenait un dossier relatif au Site, et plus spécifiquement, si elle détenait des informations spécifiques à des déversements, des ordres, des plaintes, des infractions ou toute autre correspondance générale.

Une première demande a été transmise le 11 décembre 2012, demandant à la Ville de fournir l'information concernant le lot numéro 1 251 217. Une réponse a été reçue le 17 décembre 2012 indiquant que cette demande ne pouvait pas être traitée, l'adresse n'ayant pas été fournie.

Une seconde demande a été transmise le 20 février 2013 demandant à la Ville de fournir l'information pour la propriété située au 10175, rue Notre-Dame Est, c'est-à-dire l'adresse présumée du Site. Une réponse a été reçue le 15 mars 2013, informant Golder qu'aucun dossier relatif à l'adresse du Site n'a été retracé.

#### 3.6.2 Ville de Montréal-Est

La Ville a indiqué que la Ville de Montréal-Est pourrait avoir des dossiers relatifs au Site, plus spécifiquement sur des déversements, des ordres, des plaintes, des infractions ou toute autre correspondance générale. Golder a donc transmis une demande d'information à la Ville de Montréal-Est, le 28 février 2013.

Une réponse reçue le 21 mars 2013 a indiqué qu'aucun document relatif au Site n'a été trouvé dans les dossiers de la Ville de Montréal-Est, mais que le Site est situé dans une zone industrielle dont les usages d'utilité publique sont permis.

#### 3.6.3 Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Golder a transmis une demande au MDDELCC par courriel, le 11 décembre 2012, afin de déterminer si le MDDELCC détenait un dossier relatif au Site, et plus spécifiquement si le MDDELCC détenait des informations spécifiques à des déversements, des ordres, des plaintes ou des CA.

Une réponse reçue le 8 janvier 2013 indiquait qu'un rapport relatif au Site était accessible. Le rapport environnemental de Soprin ADS 1997b a été fourni par le MDDELCC, lequel avait déjà été obtenu de l'APM (voir tableau sommaire présenté à l'annexe D et résumé à la section 3.4 du présent rapport).

Comme aucun document relatif au Site n'a été obtenu pour la période précédant 1997, une seconde demande a été envoyée au MDDELCC afin de déterminer si le MDDELCC détenait un dossier relatif à l'ancien numéro de



lot (avant la réforme cadastrale du Québec). Une réponse reçue le 16 janvier 2013 indique qu'aucun document relatif au numéro de lot fourni n'a été trouvé.

### 3.6.4 Transports Canada

Golder a transmis une demande à Transports Canada, le 19 décembre 2012, afin de déterminer si Transports Canada possédait des documents relatifs au Site, et plus spécifiquement si Transports Canada détenait des informations spécifiques à des déversements, des ordres, des plaintes, des infractions ou toute correspondance générale.

Une réponse a été reçue le 25 janvier 2013, informant Golder qu'aucun document relatif au Site n'a été trouvé.

### 3.6.5 Environnement Canada

Golder a transmis une demande par courrier à Environnement Canada (EC), le 1<sup>er</sup> février 2013, afin de déterminer si EC détenait des documents relatifs au Site, et plus spécifiquement si EC détenait des informations spécifiques à des déversements, des ordres, des plaintes, des infractions ou toute correspondance.

Une réponse a été reçue le 3 juillet 2013 indiquant qu'EC détient plusieurs documents relatifs au Site. Une copie des documents (parfois censurés) a été fournie à Golder, incluant ce qui suit :

- Plusieurs rapports d'incident de pollution ayant eu lieu entre 1988 et 2007 et concernant soit la raffinerie Texaco ou les propriétés voisines. Ces rapports d'incident de pollution concernent des événements où de l'huile s'écoule au fleuve ou de l'huile est observée sur la nappe d'eau souterraine;
- Plusieurs communications entre la Pétrolière Impériale et le Port de Montréal et le MDDELCC concernant le programme de réhabilitation environnementale du site de l'ancienne raffinerie Texaco (établissement des objectifs du programme de restauration, demande de CA, mise à jour du programme de réhabilitation, etc.);
- Plusieurs documents relatifs au programme de réhabilitation environnementale du site de l'ancienne raffinerie Texaco (rapport, sommaire, présentation); et
- Annexes seulement du rapport de réhabilitation du site de l'ancienne raffinerie Texaco de Montréal-Est (document #180-3868 tel que présenté au tableau sommaire de l'annexe D).

La majorité des informations fournies concernent des propriétés autres que le Site ou son environnement immédiat et/ou ont déjà été couvertes par la revue des documents fournis par l'APM (annexe D).

## 4.0 VISITE DE SITE

Le 27 novembre 2012, Golder a effectué une visite du Site. Comme Golder n'était pas accompagnée par un représentant du Site lors de la visite, aucune entrevue n'a donc été réalisée.

Les observations faites par Golder ont été documentées pour le Site ainsi que pour les propriétés adjacentes et sont résumées dans les sections suivantes. Un document photographique est présenté à l'annexe A et la figure 3 montre les caractéristiques générales du Site (anciennes infrastructures et propriétés voisines).



## **4.1 Opérations et activités du Site**

Au moment de la visite, le Site était vacant et généralement recouvert d'herbes hautes. Aucun bâtiment n'était présent et aucune activité n'avait lieu sur le Site. Cependant, il est à noter qu'au moment de la visite du Site, des travaux de caractérisation étaient effectués par Golder dans le cadre de l'ÉES Phase II (forage et installation de puits d'observation). Une foreuse et une roulotte de chantier ainsi que des barils utilisés pour entreposer l'eau purgée des puits d'observation ont été observés sur le Site. Les barils étaient identifiés et entreposés temporairement sur le Site en attendant leur élimination hors Site. L'ÉES Phase II fait l'objet d'un rapport séparé.

Le Site était entouré d'une clôture et la porte d'accès était située au coin sud-ouest du Site. Une route d'accès en pierre concassée relie le Site à la rue Notre-Dame Est. Des routes et chemins de terre ainsi que des sols remaniés et des traces laissées par de la machinerie lourde (associés aux travaux de caractérisation effectués par Golder) ont été observés sur le Site. Des débris tels que des blocs de béton, du béton concassé et des morceaux de métal ont été observés sur le Site lors de la visite.

Une dépression de terrain couverte d'herbes hautes était présente au centre de la limite ouest du Site. La propriété adjacente située à l'ouest du Site, occupée par les voies ferrées du CN, a une élévation supérieure d'environ 2 m par rapport à l'élévation du Site à cet endroit.

### **4.1.1 Émissions atmosphériques**

Comme aucune activité n'avait lieu au moment de la visite de Site et qu'il n'y a aucun bâtiment sur le Site, aucune émission atmosphérique n'a été observée. De plus, aucune odeur inhabituelle n'a été notée lors de la visite du Site.

### **4.1.2 Les eaux et eaux usées**

Comme aucune activité n'avait lieu au moment de la visite de Site, aucune eau usée n'était générée sur le Site. Considérant qu'aucun bâtiment ou qu'aucune infrastructure n'était présent sur le Site, il est possible que le Site ne soit pas desservi par les réseaux d'aqueduc et d'égouts municipaux. Les réseaux d'aqueduc et d'égouts sont situés sous la rue Notre-Dame Est, immédiatement à l'est du Site.

Il est présumé que les précipitations s'infiltrent dans les sols du Site ou ruissellent vers les secteurs couverts de gravier ou gazonnés adjacents ou sur la rue Notre-Dame Est et vers les puisards municipaux.

### **4.1.3 Gestion des déchets non dangereux**

Comme aucune activité n'avait lieu au moment de la visite de Site, aucun déchet non-dangereux n'était généré, entreposé ni géré sur le Site.

### **4.1.4 Entreposage, manipulation et gestion de déchets, matériaux et produits chimiques dangereux**

Comme aucune activité n'avait lieu au moment de la visite de Site, aucun déchet dangereux n'était généré, entreposé ni géré sur le Site. Cependant, tel que mentionné précédemment, quelques barils d'une capacité de 205 L utilisés pour l'entreposage de l'eau purgée des puits d'observation, lors des travaux de caractérisation effectués par Golder, étaient entreposés temporairement sur le Site en attendant leur élimination hors Site conformément à la réglementation applicable.





#### **4.1.5 Végétation affectée**

Au moment de la visite du Site, aucune végétation perturbée n'a été observée.

#### **4.1.6 Fosses et lagunes**

Aucune fosse ni lagune n'ont été observées sur le Site au moment de la visite. Une dépression de terrain couverte d'herbes hautes était présente au centre de la limite ouest du Site. Aucune accumulation d'eau n'était visible dans cette dépression de terrain au moment de la visite du Site.

#### **4.1.7 Matériaux de construction et substances désignées**

Aucun bâtiment n'était présent sur le Site au moment de la visite.

Aucune évidence de la présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, de mercure, de matériaux susceptibles de contenir une substance radioactive, de mousse isolante contenant de l'urée-formaldéhyde (MIUF), d'équipement susceptible de contenir des biphényles polychlorés (BPC), de peintures au plomb ni de substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO) n'a été observée sur le Site au moment de la visite.

#### **4.1.8 Radon**

Le radon est un élément gazeux radioactif de la famille de l'uranium. Le radon est issu de la désagrégation du radium que l'on retrouve régulièrement dans les unités géologiques telles que le schiste noir et/ou le granit. Dans l'air extérieur ou dans des endroits avec une circulation d'air importante, le radon est dilué et ne constitue pas un risque pour la santé. En espace confiné, par exemple dans les sous-sols, le radon peut s'accumuler et devenir un risque pour la santé.

Comme il n'y a aucun bâtiment sur le Site, le potentiel d'accumulation de radon au Site est considéré comme étant faible.

#### **4.1.9 Réservoirs hors sol**

Aucun réservoir hors sol n'a été observé sur le Site. Cependant, tel que rapporté à la section 3.4.2, plusieurs réservoirs hors sol ont anciennement été présents sur le Site.

#### **4.1.10 Réservoirs et conduites souterrains**

Aucune évidence de présence de réservoirs souterrains telle que des tuyaux de remplissage, événements ou îlots de pompes n'a été observée au moment de la visite du Site. Selon les informations obtenues des rapports environnementaux antérieurs, aucun réservoir souterrain n'a anciennement été présent sur le Site. Cependant, étant donné les importantes activités industrielles ayant eu lieu sur le Site, il est possible que des réservoirs souterrains aient été présents sur ce dernier. Comme rapporté à la section 3.4.2, des conduites de procédé souterraines ont anciennement été présentes sur le Site.

#### **4.1.11 Équipement hydraulique**

Lors de la visite de terrain, aucun équipement hydraulique n'a été observé sur le Site.

#### **4.1.12 Champs électromagnétiques**

Lors de la visite de terrain, aucune ligne électrique à haute tension ni autres sources significatives de fréquences électromagnétiques n'ont été observées sur le Site ou sur les propriétés adjacentes. Aucun suivi des champs électromagnétiques n'a été mené dans le cadre de ce mandat.



#### **4.1.13 Bruit**

Lors de la visite de terrain, aucune source significative de bruit ou de vibration n'a été observée sur le Site.

### **4.2 Propriétés adjacentes**

Golder a observé les propriétés voisines à partir du Site et d'endroits accessibles au public. Au moment de la visite du Site, les propriétés adjacentes au Site observées sont illustrées à la figure 3 et sont décrites ci-dessous.

#### **Nord (présumé ni en amont, ni en aval hydraulique du Site) :**

- Au moment de la visite du Site, la propriété adjacente au Site et située au nord était vacante et généralement couverte d'herbes hautes.

#### **Ouest (présumé en amont hydraulique) :**

- Au moment de la visite du Site, des voies ferrées appartenant au CN ont été observées immédiatement à l'ouest du Site. Il a été noté que les voies ferrées étaient environ 2 m plus hautes que la surface du Site. Quelques débris, incluant des traverses de chemin de fer, ont été observés près de la porte et de la route d'accès au Site; et
- Une propriété occupée par l'usine de CEPSCA Chimie Montréal a été observée à l'ouest de l'emprise du CN. Des réservoirs hors sol de grande taille et des activités d'industrie lourde ont été observés sur cette propriété. Plusieurs cheminées et événements ont été observés et constituent des sources d'émissions atmosphériques sur cette propriété.





### **Sud (présupposé ni en amont, ni en aval hydraulique du Site) :**

- Au moment de la visite du Site, la propriété adjacente située au sud était vacante et généralement recouverte d'herbes hautes; et
- Des infrastructures et des bâtiments appartenant à la compagnie pétrolière Terminaux Canadiens Canterm Inc. ont été observés sur les propriétés adjacentes situées au sud-ouest ainsi que sur les propriétés situées plus au sud.

### **Est (présupposé en aval hydraulique) :**

- Au moment de la visite du Site, la propriété située à l'est du Site et de l'autre côté de la rue Notre-Dame Est était vacante. Une digue recouverte d'herbes a été observée sur la propriété;
- Les propriétés adjacentes situées à l'est et de l'autre côté de la digue, incluant les sections 98 et 100 de l'APM, étaient occupées par Logistec qui pratiquait des activités d'arrimage et d'autres opérations associées au terminal maritime. Des empilements de matériaux étaient entreposés, probablement à des fins commerciales, sur une surface asphaltée et couverts de bâches;
- Les propriétés situées au sud-est du Site étaient occupées par Terminaux Canadiens Canterm Inc. Des réservoirs hors sol de grande taille, dont le contenu est inconnu, étaient présents sur les propriétés; et
- Des marqueurs (panneaux et valves hors sol) pour deux pipelines souterrains ont été observés au nord-est du Site : l'un appartenant à Pipe-lines Montréal Ltée et l'autre à Terminaux Canadiens Canterm Inc. Selon les rapports environnementaux antérieurs, les deux pipelines souterrains se dirigent vers le sud, soit vers la propriété de l'APM.

## **5.0 ENJEUX DE L'ÉES PHASE I**

Selon les informations recueillies dans le cadre de l'ÉES Phase I, laquelle a inclus une recherche historique, une revue des bases de données des agences gouvernementales, une revue des rapports antérieurs et une visite du Site réalisée par Golder le 27 novembre 2012, les enjeux suivants ont été identifiés.

### **5.1 Enjeux sur le Site**

Selon les rapports environnementaux antérieurs, le Site faisait partie d'une propriété ayant appartenu à deux (2) compagnies pétrolières, soit McColl-Frontenac Oil Inc. et ensuite Texaco. Ces compagnies ont opéré des raffineries de pétrole sur le Site et sur les propriétés adjacentes entre 1927 et 1982. Selon les rapports antérieurs, le Site était occupé par le secteur de réservoirs commerciaux et le terminal commercial. La revue des photographies aériennes et des annuaires de rues a permis de corroborer cette information. Les infrastructures anciennement présentes sur le Site incluent :

- Deux (2) réservoirs hors sol de grande taille (capacité inconnue), lesquels auraient contenu du mazout léger et du pétrole de chauffage;
- Plusieurs réservoirs hors sol de faible taille, lesquels auraient contenu du mazout lourd;
- Un bâtiment;



- De l'équipement utilisé pour filtrer de l'essence, du carburacteur et du diesel; et
- Des infrastructures s'apparentant à des camions et/ou à des conteneurs utilisés à des fins d'entreposage.

Ces infrastructures ont été présentes sur le Site depuis au moins 1950 jusqu'à 1997. Toutes les infrastructures du Site (hors sol et souterraines) ont été démantelées. La surface du Site a été nivelée entre 1992 et 1997 puis le Site a été laissé vacant. Au moment de la visite de Site, le Site était vacant et généralement couvert d'herbes hautes. Aucun bâtiment n'était présent et aucune activité (autre que des activités associées à l'ÉES Phase II de Golder) n'a été observée sur le Site.

Les anciennes infrastructures associées à l'entreposage de produits pétroliers et aux opérations ayant eu lieu à proximité du Site représentent un enjeu environnemental pour le Site. La revue des rapports antérieurs a indiqué que d'importants travaux de caractérisation et de réhabilitation ont été entrepris sur toute la propriété de Texaco, incluant le Site, à la suite de la cessation des activités de Texaco en 1984. Les résultats des études de caractérisation environnementale réalisées sur le Site ont révélé la présence de taches noires, d'huile noire visqueuse et d'hydrocarbures en phase libre dans les fissures de l'argile silteuse. Des odeurs significatives d'hydrocarbures dans le remblai et les horizons argileux ont également été rapportées jusqu'à une profondeur d'environ 2,1 m sous la surface du sol (Cartier Monenco, 1985). En 1994, des travaux environnementaux réalisés par Biogénie pour le compte de la Pétrolière Impériale (qui a acheté la propriété de Texaco en 1990, incluant le Site) ont confirmé la présence de sols contaminés sur le Site, ainsi que la présence de nombreuses infrastructures souterraines (conduites de produits pétroliers abandonnées) nécessitant des travaux de démantèlement suivis par des travaux de réhabilitation (Biogénie, 1996a et b).

Les travaux de démantèlement et de réhabilitation des sols du Site ont débuté en 1995 et ont compris l'excavation et l'élimination hors Site ainsi que le traitement *in situ* et l'utilisation en tant que remblai de tous les sols contaminés en excès des critères C du MDDELCC (MDDEFP, 1999). La profondeur des excavations a varié entre 1,4 et 3,8 m sous la surface du sol. La réhabilitation du Site a été complétée en 1996. Les résultats obtenus pour les échantillons de sols prélevés dans l'excavation ont révélé des concentrations moyennes en hydrocarbures pétroliers dans la plage B-C des critères du MDDELCC. Cependant, des sols contaminés excédant les critères C ont été identifiés à deux (2) endroits le long de la limite ouest du Site, soit à la limite de l'emprise ferroviaire du CN, et ont été laissés en place, tel que présenté à la figure 3. Selon les informations rapportées, une membrane et/ou une couche d'argile a été installée le long des parois de l'excavation où des sols contaminés ont été observés, ainsi que le long de la limite nord du Site afin de prévenir la migration potentielle de contaminants provenant de la propriété voisine.

En 1997, dans le cadre de la vente de la propriété de la Pétrolière Impériale à l'APM, Soprin ADS a réalisé des travaux de caractérisation environnementale sur le Site. Les résultats ont révélé des évidences de présence d'hydrocarbures dans la partie supérieure de l'horizon d'argile silteuse fissurée ainsi que la présence de sols excédant les critères C du MDDELCC dans une zone restreinte du Site qui avait été rapportée comme étant réhabilitée. La zone où les sols contaminés ont été observés a ensuite été réhabilitée par excavation (voir figure 3). Le soufre a également été observé en excès du critère C, mais a été considéré seulement comme une problématique d'ordre esthétique. Un total de 560 m<sup>3</sup> de sols contaminés par des hydrocarbures a été excavé dans le secteur où des concentrations en excès des critères C avaient été observées. Cependant, le rapport concluait qu'il était possible que des sols et/ou de l'eau souterraine contaminés par des HP C<sub>10</sub>-C<sub>50</sub> et/ou des HAP soient toujours présents à certains endroits sur le Site (Soprin ADS, 1997b).



Selon les informations rapportées, de l'eau contaminée et du produit en phase libre ont été observés lors des travaux de réhabilitation complétés avant 1995, et ont été pompés par camion-vacuum puis éliminés hors Site (Cartier Monenco, 1985; Biogénie, 1996a). Le rapport de Soprin ADS a conclu que de l'eau souterraine contaminée par des HP C<sub>10</sub>-C<sub>50</sub> et/ou des HAP pouvait encore être présente sur le Site (Soprin ADS, 1997b). En 1998, le programme de suivi de la qualité de l'eau souterraine de Dessau a montré une contamination de l'eau souterraine en excès des critères applicables pour l'azote ammoniacal, les orthophosphates et l'arsenic dans un (1) des deux (2) puits d'observation échantillonnés. En 1999, un film de produit en phase libre a été observé dans un (1) des puits du Site par TechnoRem (1999).

### 5.2 Enjeux hors Site

Selon les rapports environnementaux antérieurs, les photographies aériennes et les annuaires des rues consultés, les propriétés voisines se sont développées dans les années 1930 avec des activités industrielles principalement associées au raffinage, à la manutention et à l'entreposage en vrac de produits pétroliers. Les présentes et anciennes infrastructures situées sur les propriétés voisines incluent des parcs à réservoirs, des pipelines hors sol et souterrains, des bassins et des lagunes, des bâtiments industriels ainsi que des voies ferrées. La majorité des infrastructures situées immédiatement à l'ouest et à l'est du Site faisaient partie de l'ancienne raffinerie Texaco et ont été démantelées entre 1983 et 2005. D'importants travaux de caractérisation et de réhabilitation ont été entrepris sur toute la propriété de Texaco à la suite de la cessation des activités de Texaco en 1984. Une importante usine, CEPSA Chimie Montréal, incluant un parc à réservoirs, a été construite immédiatement à l'ouest de l'emprise de la voie ferrée du CN entre 2002 et 2005.

À la suite des travaux de réhabilitation, des sols contaminés en excès des critères C du MDDELCC ont été identifiés à deux (2) endroits sur les parois de l'excavation situées le long de la limite ouest du Site, soit à la limite de l'emprise ferroviaire du CN, et ont été laissés en place.

Les présentes et anciennes infrastructures associées à l'entreposage de produits pétroliers et aux opérations à proximité du Site, incluant des parcs à réservoirs, des pipelines, des procédés de raffinage du pétrole et des voies ferrées, représentent un enjeu environnemental pour le Site. Les sources de contamination potentielles situées en amont hydraulique du Site, basé sur une direction d'écoulement de l'eau souterraine présumée vers le fleuve Saint-Laurent et vers le sud-est, sont les suivantes : l'usine CEPSA Chimie Montréal et l'ancienne raffinerie Texaco.

Toutefois, relativement aux sources situées en amont hydraulique, les infrastructures et opérations suivantes représentent un potentiel d'enjeu environnemental plus faible pour le Site :

- Celles situées en aval hydraulique (présumé à l'est de la rue Notre-Dame Est), incluant la portion est de l'ancienne raffinerie Texaco, les activités et opérations de l'ancienne raffinerie de la Pétrolière Impériale et du terminal maritime ainsi que les opérations de Logistec; ou
- Celles situées ni en aval, ni en amont hydraulique du Site (présumé au nord et au sud du Site), incluant les opérations de la Pétrolière Impériale, la portion sud de l'ancienne raffinerie Texaco et les opérations de Terminaux Canadiens Canterm Inc.



## **6.0 CONCLUSIONS**

L'ÉES Phase I réalisée sur le Site a révélé des évidences que les sols et l'eau souterraine sur le Site ont déjà été contaminés et qu'ils le sont encore aujourd'hui. Les enjeux environnementaux potentiels sont illustrés sur la figure 3.

Bien que d'importants travaux de réhabilitation aient été réalisés sur le Site en 1995, des travaux et suivis environnementaux réalisés sur le Site depuis ont révélé des évidences de présence d'hydrocarbures dans la partie supérieure de l'horizon d'argile silteuse fissurée, la présence de soufre dans les sols excédant le critère C du MDDELCC, de la contamination dans l'eau souterraine pour certains paramètres inorganiques (azote ammoniacal, orthophosphates et arsenic) et un film de produit libre dans un des puits d'observation aménagés sur le Site. De plus, Soprin ADS a conclu qu'il était possible que de la contamination soit toujours présente dans les sols et/ou dans l'eau souterraine sur le Site. Par conséquent, l'information recueillie suggère que les sols et l'eau souterraine sous le Site ont déjà été contaminés et qu'ils le sont encore aujourd'hui en dépit des travaux de réhabilitation réalisés sur le Site.

Les sources de contamination identifiées sur le Site et ayant pu contribuer à la contamination des sols et de l'eau souterraine sont associées au raffinage, à la manutention et à l'entreposage en vrac de produits pétroliers effectués par McColl-Frontenac Oil Inc. et ensuite par Texaco Canada Inc. Cependant, il ne semble plus y avoir de source de contamination active sur le Site.

De plus, des sources de contamination potentielles associées aux activités passées et actuelles des propriétés voisines auraient également pu contribuer et pourraient contribuer dans le futur à la contamination des sols et de l'eau souterraine du Site. Celles-ci incluent les activités et le parc à réservoirs de l'usine CEP SA Chimie Montréal et la partie de l'ancienne raffinerie Texaco située en amont hydraulique du Site, soit immédiatement à l'ouest du Site.

## **7.0 LIMITATIONS ET UTILISATION DU RAPPORT**

Les limitations de ce rapport sont présentées à l'annexe E.



## Page signatures de projet

### GOLDER ASSOCIÉS LTÉE

Ariane Perras, M. Sc.Env.  
Chargée de projet

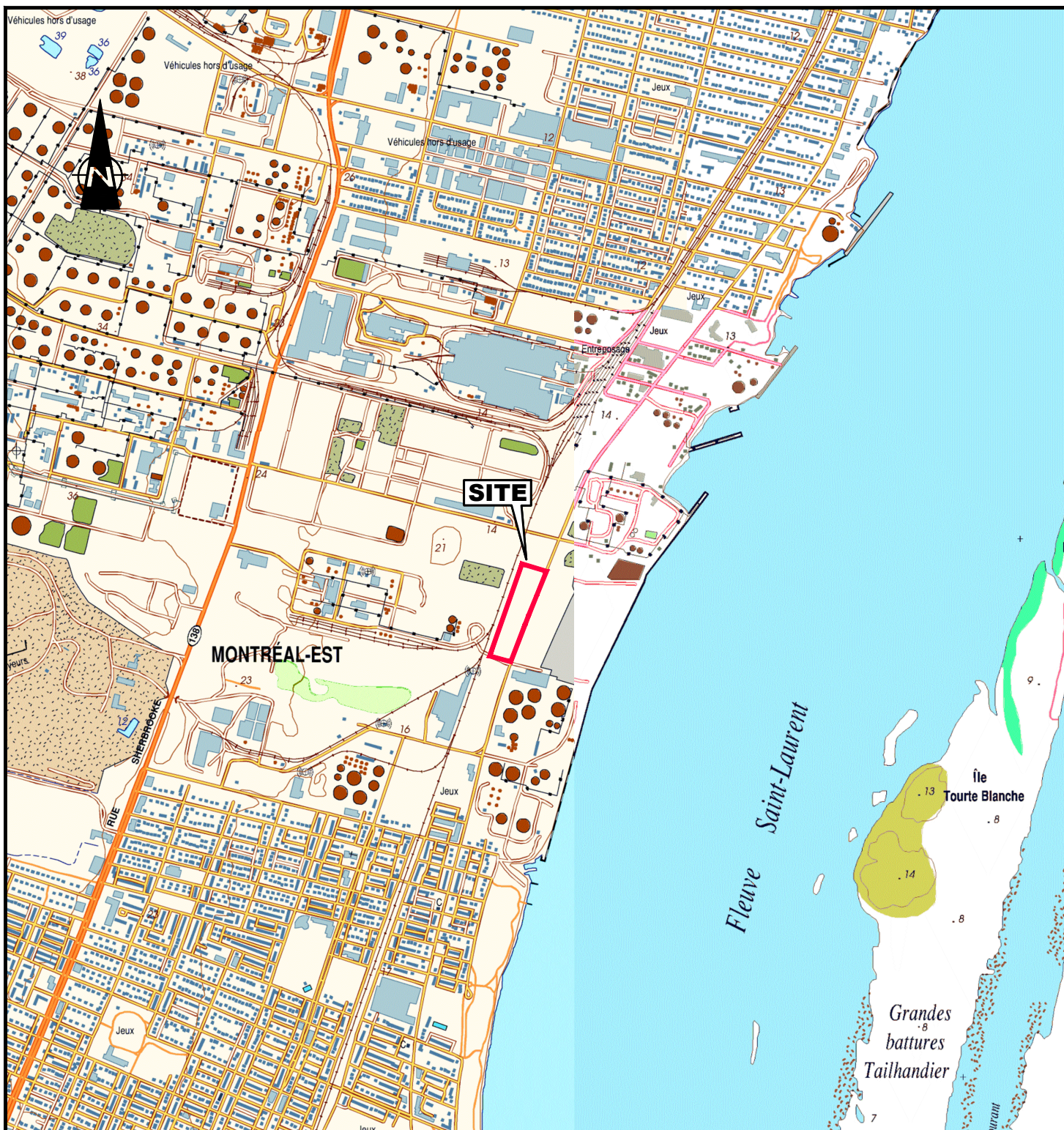
Robert Ferri, P.Geo., B.Sc.  
Principal

AP/RF/jlm

Golder, Golder Associés et le concept GA sur son logo sont des marques de commerce de Golder Associates Corporation.

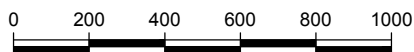
\\golder.gds\gal\montreal\actif\2012\1222\12-1222-0040 fsm\_mifc eia\_pom\3 technical-phase 2000 eia\task 2012 - french translation\009-12-1223-0024-1300-site 2-revb (phase i)\fr-rev0\009-12-1223-0024-1300-site 2\_fr\_rev0.docx





SOURCE:

Ministère des Ressources naturelles  
Carte : 31H11-101, 31H11-201  
31H12-102, 31H12-202



Date:	Janvier 2016	Échelle:	1 : 20 000
Dessiné par:	M. Binette	Projeté par:	A. Perras
Vérifié par:	R. Ferri	Approuvé par:	R. Ferri
Dessin no:	1212220040-2000-2012-08	Projet no:	12-1223-0024-1300



CIAM / Corporation Internationale  
d'Avitaillement de Montréal  
SOUS GESTION DU GROUPE FBM

ÉVALUATION  
ENVIRONNEMENTALE DE SITE  
PHASE I DU LOT 1 251 217 (SITE 2)  
À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)



9200, boul. de l'Acadie, bureau 10  
Montréal (Québec) H4N 2T2  
Tél.: (514) 383-0990 Fax: (514) 383-5332

LOCALISATION DU SITE

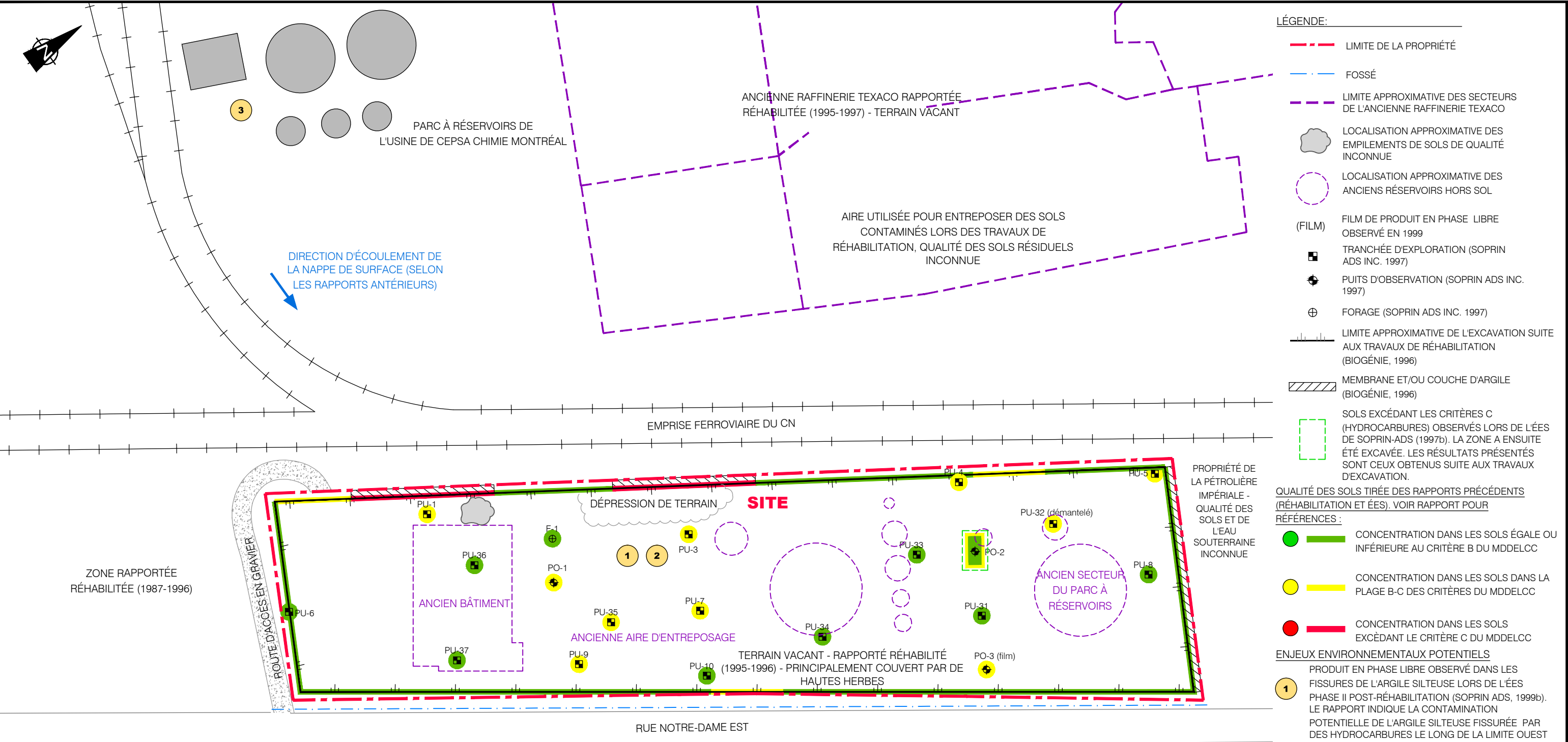
FIGURE

1









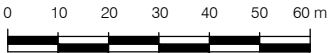
SOURCES:

- Soprin, ADS inc. Étude de caractérisation environnementale des sols et de l'eau souterraine - Aquisition d'une partie du terrain de l'ancienne Raffinerie Texaco de Montréal-Est, dossier 6552, décembre 1997.

- Biogénie. Restauration du site de l'ancienne raffinerie Texaco de Montréal-Est. Réf. : ES5025-1.

-Cartier Monenco. Site investigation Ref. : 180-1120.

ANCIENNE ZONE DE LA RAFFINERIE TEXACO  
RAPPORTÉE RÉHABILITÉE (1995-1997)





**Golder Associés**  
9200, boul. de l'Acadie, bureau 10  
Montréal (Québec) H4N 2T2  
Tél.: (514) 383-0990 Fax: (514) 383-5332

Date:	Janvier 2016	Échelle:	1 : 1 500
Dessiné par:	M. Binette	Projeté par:	A. Perras
Vérifié par:	R. Ferri	Approuvé par:	R. Ferri
Dessin no:	1212220040-2000-2012-09	Projeté par :	12-1223-0024-1300



**CIAM / Corporation Internationale  
d'Avitaillement de Montréal**  
SOUS GESTION DU GROUPE FSM

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE I DU LOT 1 251 217 (SITE 2) À MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)	
ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX POTENTIELS ET SOMMAIRE DE LA QUALITÉ DES SOLS DE SURFACE	FIGURE <b>3</b>





# ANNEXE A

## Document photographique



## ANNEXE A DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



*Figure 1: Partial view of the northern portion of the Site covered by tall grass, looking northwest.*



*Figure 2: Partial view of the southern portion of the Site, including a new monitoring well installed by Golder in 2012 within the scope of the Phase II ESA, looking north.*





## ANNEXE A

### DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



*Figure 3: Disturbed soils observed in the southeastern portion of the Site, looking southeast.*



*Figure 4: Concrete blocks and debris observed at the Site.*





## ANNEXE A

### DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



*Figure 5: Partial view of the adjacent western neighbouring property. Various debris and CN railway tracks were observed on the property, looking north.*



*Figure 6: View of the western neighbouring properties occupied by the CN railway tracks and CEPSA Chimie Montréal plant.*



## ANNEXE A

### DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



*Figure 7: View of the southwestern neighbouring properties occupied by CN railway tracks and Terminaux Canadiens Canterm Inc. infrastructures, looking southwest.*



*Figure 8: View of the gravel road located along the southern Site limit followed by a vacant lot corresponding to the southern neighbouring property. Background - Partial view of the southeastern neighbouring property occupied by Terminaux Canadiens Canterm Inc., looking southeast.*



## ANNEXE A

### DOCUMENT PHOTOGRAPHIQUE



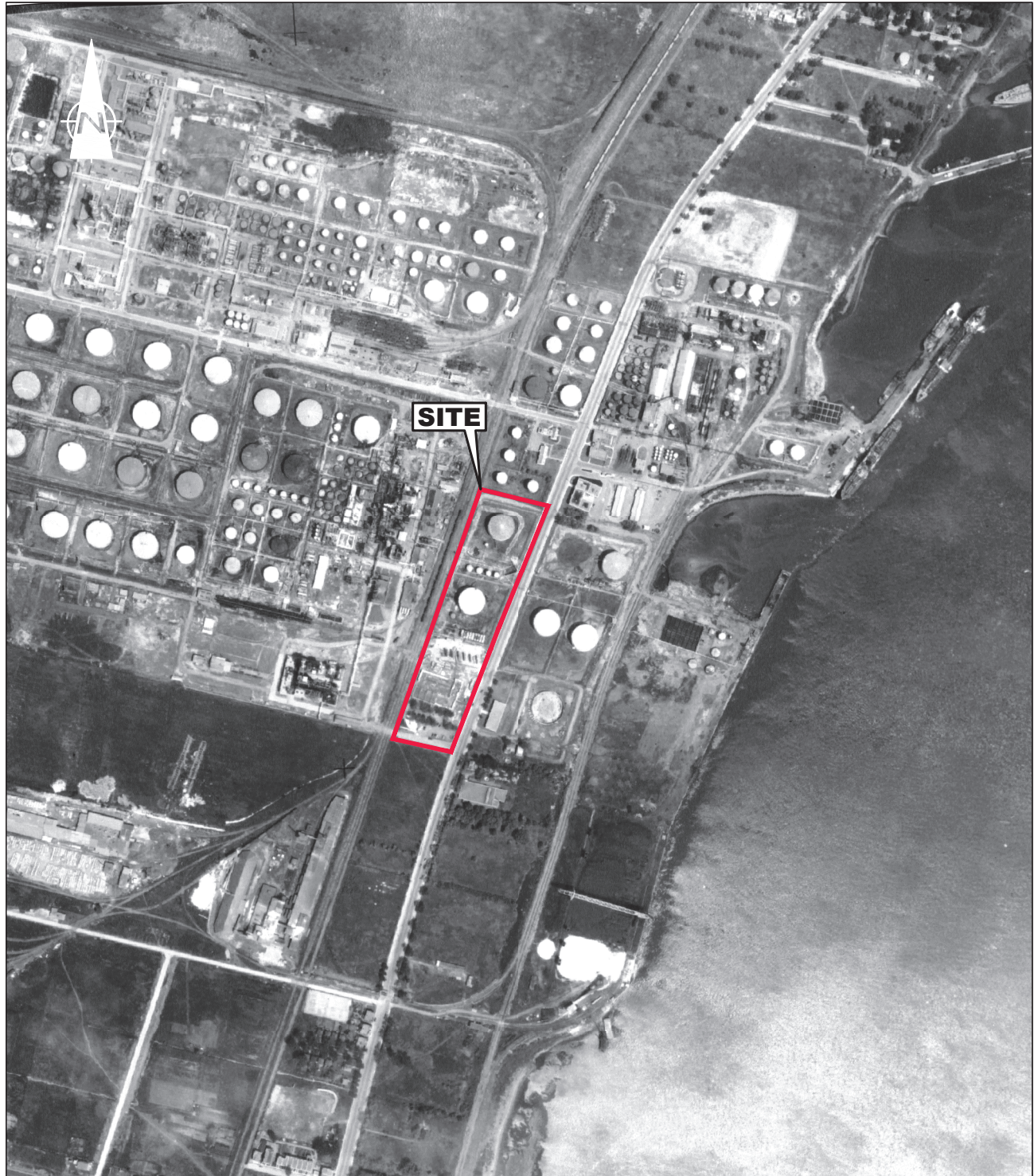
*Figure 9: Partial view of the eastern neighbouring property located across Notre-Dame Street East. Stored piles of material of unknown quality were observed on the property, looking east.*



# **ANNEXE B**

## **Photographies aériennes**





Source:

PHOTOTHÈQUE NATIONALE DE L'AIR  
numéro : A12584-125

009-12-1223-0024-1300





Source:

009-12-1223-0024-1300

FLOWN APRIL 1954 - SHEET NO. 20

PHOTOGRAPHIC SURVEYS (QUÉBEC) LTD

Golder Associés





Source:

009-12-1223-0024-1300

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Photo #: Q64514-204

© Gouvernement du Québec

Golder Associés





Source:

009-12-1223-0024-1300

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Photo #: Q79814-74

© Gouvernement du Québec

Golder Associés





Source:

009-12-1223-0024-1300

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Photo #: Q83306-117

© Gouvernement du Québec

Golder Associés





Source:

009-12-1223-0024-1300

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Photo #: HMQ92106-71

© Gouvernement du Québec

Golder Associés





Source:

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Photo #: HMQ97108-130

© Gouvernement du Québec

009-12-1223-0024-1300





# ANNEXE C

## Réponses de RMS et des agences gouvernementales

<b>No de demande :</b>	<b>17064</b>	<b>DATE :</b>	<b>Le 29 novembre 2012</b>
<b>Client :</b>	<b>Golder Associés</b>	<b>Demandé par :</b>	<b>Ariane Perras</b>
<b>Adresse :</b>	<b>9200, boul. de l'Acadie Montréal (Québec)</b>	<b>No de Projet :</b>	<b>12-1223-0024-1300</b>
<b>No de téléphone :</b>		<b>Bon de commande :</b>	<b>12-1223-0024-1300-1</b>
<b>No de télécopieur :</b>		<b>Référence RMS :</b>	<b>na</b>

Suite à votre demande, nous avons procédé à une recherche d'information pour l'établissement situé à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Adresse : Rue Notre-Dame Est  
Localité : Montréal-Est  
Code postal :

Comme suite à cette recherche, nous vous informons que :

- ☐ nous n'avons pas d'information pour l'établissement susmentionné (frais minimum s'applique)  
☐ nous n'avons pas de plans d'assurance incendie pour l'établissement susmentionné  
☐ nous avons un dossier contenant ce qui suit :

**Rapport(s) d'inspection:**

Nombre 0 Date (s)  
Mode de chauffage :  
Rajouts (années) :

Année de construction :

**Votre secteur n'apparaît pas sur le plan assurance incendie**

**Plan(s)**

- ☐ Plan 8 1/2 x 11 (inclus avec le(s) rapport(s) d'inspection)  
☐ Grand plan  
☐ Plan d'assurance incendie (Underwriters' Survey Bureau)

**Date :**

**Date :**

**COÛT TOTAL (taxes en sus)**

**50\$**

*NB : les frais d'expédition et de reproduction de grand plan seront ajoutés au coût total sur la facture officielle.*

**Demande traitée par :** **Dominique Arseneau** **Date :** **Le 12 décembre 2012**

*Veuillez noter que ce document n'est pas une facture. Voir Conditions de Services sur la page 2.*

**CONFIRMATION DE SERVICES :**

**Retourner à SCM Gestion de risques inc. par : Fax : (514) 844-0777 OU COURRIEL À [inspections-quebec@scm.ca](mailto:inspections-quebec@scm.ca)**

*Le demandeur a lu et accepté les conditions de services énumérées à la page 2 de ce document.*

- ☐ Veuillez me faire parvenir les documents ☐ Je ne désire aucun document

Suite à une recherche avec, le cas échéant, des documents disponibles, j'accepte que des frais minimum de 50,00\$ soient facturés après 30 jours d'attente.

Adresse d'expédition pour les documents : ☐ Même que susmentionnée

Autre : Adresse :

Municipalité : Code postal :

**Signature du demandeur :**

**Date :**

## **RAPPORTS**

Les pièces indiquées à la première page de la soumission comme devant faire partie du rapport destiné au demandeur de services constituent des pièces du dossier de SCM Gestion des risques inc. sur les biens désignés. Celles-ci ne s'accompagnent d'aucune déclaration ni garantie de la part de SCM Gestion des risques inc., notamment en ce qui concerne leur exhaustivité, leur exactitude ou leur utilité, et SCM Gestion des risques inc. ne saurait non plus déclarer ou garantir qu'il n'existe pas d'autres rapports ou plans relativement aux biens désignés. Les pièces sont à jour à la date qu'elles portent. Au besoin, leur interprétation se fera par inférence à partir des renseignements qui y figurent et rien d'autres, mais SCM Gestion des risques inc. ne saurait déclarer ou garantir qu'il n'y a pas d'autres interprétations possibles. Le rapport est à l'usage exclusif du demandeur de services nommé à la première page de la soumission.

## **EXONERATION**

SCM Gestion des risques Inc. décline toute responsabilité pour les sinistres, quelles qu'en soient la nature ou la cause, résultant directement ou indirectement des services fournis (notamment la rédaction du rapport susdit), y compris, entre autres, les préjudice subi directement ou indirectement du fait de toute inexécution de contrat, fondamentale ou non, de la foi accordée aux rapports de SCM Gestion des risques inc. ou encore d'actes ou omissions délictuels imputables aux mandataires, membres du personnel ou représentants de SCM Gestion des risques Inc..

## **INTEGRITE DU CONTRAT**

Les parties acceptent les conditions énoncées dans le présent formulaire de demande de services. Celui-ci matérialise toutes les ententes intervenues entre les parties sur son objet et remplace toutes ententes, négociations et discussions antérieures ou actuelles, verbales ou écrites. Par ailleurs, il n'y a pas entre les parties d'autres déclarations, engagements ou ententes que ceux expressément stipulés dans ledit formulaire. En outre, aucun ajout ni aucune modification, dérogation ou résiliation de la demande de services ne sont opposables aux parties à moins d'être confirmés par elles dans un écrit.

## **DOCUMENT FAISANT LOI**

En cas de contradictions ou de divergences entre les rapports et les dispositions du présent formulaire, les droits et obligations des parties sont réputés régis par ce dernier, qui constitue le document faisant foi.

## **DISPOSITIONS LEGALES**

La présente entente est régie par les lois du Québec ainsi que par les lois du Canada qui y sont applicables.

**Direction générale**

Direction du greffe

Division de la gestion des documents, des  
archives et de l'accès à l'information275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Montréal, le 12 décembre 2012

Madame Ariane Perras

**Golder Associés Ltée**

9200, boulevard de l'Acadie, bureau 10

Montréal (Québec) H4N 2T2

Objet : Accès aux documents – demande de 2012  
Évaluation environnementale – lots 1 250 985, 1 251 214 et 1 215 217, Montréal  
Votre dossier : 12-1223-0024 (1300)  
Notre dossier : 52-2012-1636-00

---

Madame,

Conformément à l'article 46 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q., chapitre A-2.1, ci-après désignée « la loi », nous accusons réception en date du 11 décembre 2012 de votre demande d'accès aux documents datée du même jour qui avait pour objet l'évaluation environnementale pour les lots mentionnés en titre.

C'est toutefois à regret que nous devons vous informer que votre demande n'est pas recevable. En effet, comme l'indique l'article 42 de la loi, une demande d'accès à un document doit, pour être recevable, être suffisamment précise pour permettre de le trouver. Tel qu'elle est libellée, il nous est impossible de trouver le ou les documents que vous recherchez. Nous vous invitons donc à préciser votre demande, et ce, afin que nous puissions la traiter en nous indiquant une adresse précise ou entre quelle et quelle adresse d'une rue précise.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q., chapitre A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Marc Lebel, chef de division  
Responsable substitut de l'accès aux documents  
et de la protection des renseignements personnels  
Téléphone : 514 872-3142  
Télécopieur : 514 872-5655

ML/lt

## AVIS DE RECOURS

**SUITE À UNE DÉCISION RENDUE EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, LES RECOURS SUIVANTS SONT DISPONIBLES :**

### RÉVISION

#### **a) Pouvoir**

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### QUÉBEC

Édifice Lomer-Gouin  
575, rue Saint-Amable  
Bureau 1.10  
Québec (Québec)  
G1R 2G4

Tél. : 418 528-7741  
Télec. : 418 529-3102

#### MONTREAL

500, boul. René-Lévesque Ouest  
Bureau 18.200  
Montréal (Québec)  
H2Z 1W7

Tél. : 514 873-4196  
Télec. : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : 1 888 528-7741

#### **b) Motifs**

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

Direction générale

Direction du greffe

Division de la gestion des documents, des  
archives et de l'accès à l'information

275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

REÇU 15 MARS 2013

Montréal, le 13 mars 2013

Madame Ariane Perras

**Golder Associés Ltée**

9200, boulevard de l'Acadie, bureau 10

Montréal (Québec) H4N 2T2

Objet : Accès aux documents – demande de 2013  
Évaluation environnementale - 10175, rue Notre-Dame Est, Montréal-Est  
Votre dossier : 12-1223-0024 (1300)  
Notre dossier : 52-2013-0183-00

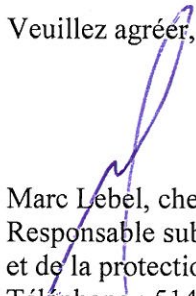
---

Madame,

En réponse à votre demande d'accès aux documents datée du 20 février 2013, reçue à nos bureaux le même jour, relativement à l'objet mentionné en titre, nous avons le regret de vous informer qu'aucun document n'a été retracé par le Service des infrastructures, du transport et de l'environnement et la Division de la planification et du suivi environnemental de la Ville ainsi que par le Service de la sécurité incendie de Montréal.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, L.R.Q., chapitre A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

  
Marc Lebel, chef de division  
Responsable substitut de l'accès aux documents  
et de la protection des renseignements personnels  
Téléphone : 514 872-3142  
Télécopieur : 514 872-5655

ML/lt

p.j. : Note explicative



Le 21 mars 2013

Madame Ariane Perras  
Golder Associés  
690, boul. Laure, bureau 112  
Sept-Îles (Québec) G4R 4N8

**Objet : Demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels – 10800, rue Notre-Dame et 10175, rue Notre-Dame – Vérification environnementale**

---

Madame,

Le 1<sup>er</sup> mars dernier, nous accusons réception à nos bureaux de votre demande relative à l'objet ci-haut mentionné.

Nous avons fait faire les recherches pertinentes auprès des directions concernées. Il appert que nous n'avons trouvé aucun document pertinent à votre demande. Comme demandé, nous joignons la grille de zonage et la liste des usages.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos meilleurs sentiments.



Roch Sergerie, avocat et OMA  
Greffier

p.j.



	Multifamiliale jumelée de 3 à 6 logements	
	Multifamiliale isolée de 7 logements et plus	
	Multifamiliale jumelée de 7 logements et plus	
	Habitation communautaire	
<b>Commerce et service</b>	Service professionnel associable à l'habitation	
	Commerce de voisinage	
	Commerce et service local	
	Commerce et service régional	
	Commerce et service d'appoint	
	Détaillant de véhicules moteurs et de pièces de rechange	
	Réparation de véhicules moteurs et station-service	
	Hébergement et restauration	
	Parc de stationnement	
	Commerce en gros et entreposage	
	Commerce lourd	
<b>Public et institutionnel</b>	Public et institutionnel	
<b>Récréation</b>	Récréation intensive	
	Récréation extensive (Plein Air)	
<b>Industrie</b>	Artisanat associable à l'habitation	
	Entreposage extérieur	
	Industrie artisanale non-associable à l'habitation	
	Industrie légère	
	Industrie lourde	
	Site d'utilité publique	•
	Entreposage et recyclage de pièces de véhicules moteurs	
<b>Exploitation primaire</b>	Carrière et sablière	
	Agriculture	
	Sylviculture	
<b>Conservation</b>	Conservation environnementale	
<b>Usage spécifiquement exclu</b>		Note 4
<b>Usage spécifiquement autorisé</b>		
<b>NORMES D'IMPLANTATION (en m)</b>		
	Hauteur minimale	3
	Hauteur maximale	4
	Marge de recul avant minimale	5
	Marge de recul arrière minimale	8
	Marge de recul latérale minimale	3
	Coefficient d'occupation du sol minimum	.2
	Coefficient d'occupation du sol maximum	.5

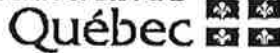
4. Pomper ou filtrer de l'eau;
5. Effectuer la transmission des télécommunications.

**Extrait intégrale du règlement 713**  
**Appliqué sur le territoire de la ville de Montréal-Est**

**Notes**

Note 4 Tout usage relatif à la vente d'articles érotiques, à des spectacles érotiques ou à des services de massage est spécifiquement prohibé.

Ministère du  
Développement durable,  
de l'Environnement,  
de la Faune et des Parcs



Direction régionale de l'analyse et de l'expertise  
de Montréal, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides

**PAR TÉLÉCOPIEUR : 514 383-5332**

Montréal, le 8 janvier 2013

**Madame Ariane Perras**  
Golder & Associés  
9200, Boulevard de l'Acadie, bureau 10  
Montréal (Québec) H4N 2T2

**Objet : Demande d'accès aux documents pour les lots 1 250 985, 1 251 214, 1 251 217  
Cadastre du Québec, Montréal (Québec)**

**V/Réf**

Madame,

Nous donnons suite à votre demande d'accès du 11 décembre dernier, concernant l'objet précité.

Les documents suivants sont accessibles. Ce sont :

**Pour le lot 1 251 217, dossier 7316-06-01-65260-15**

1. Rapport de caractérisation de Soprin ADS inc, daté décembre 1997; 220 pages

**Pour le lot 1 250 985 (section 100-101-102 du port)**

**Dossier 7610-06-01-07540-10**

1. Certificat d'autorisation, daté du 28 avril 2010; 2 pages

**Dossier 7610-06-01-05934-10**

1. Certificat d'autorisation, daté du 17 décembre 2003; 2 pages
2. Rapport de suivi environnemental de Terrapex (partie 1 de 2), daté mars 2005; 402 pages plus 4 cartes

Bureau de Montréal  
5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3860  
Montréal (Québec) H1T 3X9  
Téléphone : 514 873-3636  
Télécopieur : 514 873-5662  
Courriel : [isabelle.tremblay@mddep.gouv.qc.ca](mailto:isabelle.tremblay@mddep.gouv.qc.ca)  
Internet : [www.mddep.gouv.qc.ca](http://www.mddep.gouv.qc.ca)

Bureau de Laval  
850, boulevard Vanier  
Laval (Québec) H7C 2M7  
Téléphone : 450 661-2008  
Télécopieur : 450 661-2217

Bureau de Lanaudière  
100, boulevard Industriel  
Repentigny (Québec) J6A 4X6  
Téléphone : 450 654-4355  
Télécopieur : 450 654-6131

Bureau des Laurentides  
300, rue Sicard, bureau 80  
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5  
Téléphone : 450 433-2220  
Télécopieur : 450 433-1315

**Dossier 7610-06-01-05621-10**

1. Certificat d'autorisation, daté du 26 juin 2002; 2 pages
2. Rapport pour le quais 101 et 102 du terminal d'Esso Par Dessau-Soprin, avril 2003; 269 pages plus 5 cartes
3. lettre du ministère, 18 juillet 2003; 1 page

**Dossier 7610-06-01- 05621-01**

1. Rapport d'inspection, 15 juin 2009; 2 pages
2. Rapport d'inspection, 5 novembre 2009; 2 pages
3. Rapport d'inspection, 8 janvier 2010; 2 pages
4. Rapport d'inspection, 4 octobre 2010; 2 pages
5. Rapport d'inspection, 12 novembre 2010, 3 pages

**Dossier 7610-06-01- 05621-11**

1. Rapport d'inspection, 5 août 2003; 4 pages
2. Rapport d'inspection, 10 décembre 2004; 3 pages
3. Rapport d'inspection, 4 octobre 2005; 3 pages
4. Rapport d'inspection, 5 septembre 2006; 2 pages
5. Rapport d'inspection, 6 novembre 2006; 4 pages avec croquis
6. Rapport d'inspection, 9 février 2007; 2 pages
7. Rapport final pour pétrolière Impériale par Dessau-Soprin, décembre 2001; 413 pages plus 7 plans.
8. Rapport de caractérisation complémentaire par Biogénie, avril 2004, 248 pages plus 5 plans.
9. Projet de réhabilitation par Dessau-Soprin, avril 2003; 48 pages
10. Plan de réhabilitation par Dessau-Soprin, avril 2003; 25 pages plus 4 cartes
11. Certificat d'autorisation, 21 juin 2005; 2 pages
12. Modification; 28 mars 2007; 2 pages
13. Annexe # Rapports de sondage, juin 2007; 60 pages
14. lettre de Dessau-Soprin; 5 juin 2007; 4 pages
15. Rapport d'inspection, le 26 juillet 2007; 2 pages
16. Avis d'infraction, le 19 décembre 2008; 2 pages
17. Modification, le 2 février 2009; 2 pages
18. Modification, le 14 octobre 2009; 2 pages
19. Modification, le 1 mars 2010; 2 pages
20. Rapport d'inspection, le 10 août 2011; 3 pages
21. Rapport d'inspection, le 15 septembre 2011; 2 pages

3

Vous noterez que dans certains documents, des renseignements ont été masqués, et ce, en vertu des articles 23, 24, 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1).

En vertu du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels, des frais de 744,60 \$ sont applicables, soit 1744 pages à 0,36 \$ chacune et 26 plans à 1,60 \$ chacune. De ce montant, une franchise de 7,15 \$ est soustraite, réduisant les frais à 660,69 \$. À la réception de votre chèque de 660,69 \$ fait à l'ordre du ministre des Finances, adressé à la soussignée et posté au 5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3860, Montréal, Québec, H1T 3X9, nous vous ferons parvenir les documents demandés.

Par ailleurs, pour le dossier 7610-06-01-0593410, une lettre datée du 24 novembre 2003, et 2 lettres en 2003 pour le dossier 7610-06-01-05621-10, relèvent de la Ville de Montréal. En vertu de l'article 48 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), nous vous référons à la responsable de l'application de cette loi au sein de cette municipalité :

Me Yves Saindon, Greffier  
275, rue Notre-Dame E. #R-134  
Montréal (QC) H2Y 1C6  
Tél. : 514 872-3142, Téléc. : 514 872-5655  
ysaindon@ville.montreal.qc.ca

Après vérification, nous sommes informés que le Ministère ne détient aucun document pour le lot 1 251 214 cadastre du Québec permettant de répondre à votre demande.

Vous avez droit de recours de cette décision devant la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez en pièces jointes une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Si vous désirez plus de renseignements, vous pouvez vous adresser à la soussignée, au numéro 514 873-3636, poste 241.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

JL/jl

  
Josée Longpré  
Répondante de la Loi sur l'accès  
aux documents

p.j.



## AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

### Révision par la Commission d'accès à l'information

#### a) *Pouvoir :*

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

<b>Québec</b>	575, rue St-Amable Bureau 1.10 Québec (Québec) G1R 2G4	Tél.: (418) 528-7741 Sans frais 1-888-528-7741	Télécopieur: (418) 529-3102
<b>Montréal</b>	500, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél.: (514) 873-4196 Sans frais 1-888-528-7741	Télécopieur: (514) 844-6170

#### b) *Motifs :*

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) *Délais :*

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

**L.R.Q., chapitre A-2.1**

À jour au 1er juin 2011

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR  
LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**CHAPITRE II  
ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS**

**SECTION II  
RESTRICTIONS AU DROIT D'ACCÈS**

23. Un organisme public ne peut communiquer le secret industriel d'un tiers ou un renseignement industriel, financier, commercial, scientifique, technique ou syndical de nature confidentielle fourni par un tiers et habituellement traité par un tiers de façon confidentielle, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 23.

24. Un organisme public ne peut communiquer un renseignement fourni par un tiers lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer une perte à ce tiers, de procurer un avantage appréciable à une autre personne ou de nuire de façon substantielle à la compétitivité de ce tiers, sans son consentement.

1982, c. 30, a. 24.

L.R.Q., chapitre A-2.1

À jour au 1er juin 2011

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR  
LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**CHAPITRE III  
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**SECTION I  
CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

53. Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants :

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29.

54. Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110.

**L.R.Q., chapitre A-2.1**

À jour au 1er juin 2011

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR  
LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**CHAPITRE II**

**ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS**

**SECTION III**

**PROCÉDURE D'ACCÈS**

48. Lorsqu'il est saisi d'une demande qui, à son avis, relève davantage de la compétence d'un autre organisme public ou qui est relative à un document produit par un autre organisme public ou pour son compte, le responsable doit, dans le délai prévu par le premier alinéa de l'article 47, indiquer au requérant le nom de l'organisme compétent et celui du responsable de l'accès aux documents de cet organisme, et lui donner les renseignements prévus par l'article 45 ou par le deuxième alinéa de l'article 46, selon le cas.

Lorsque la demande est écrite, ces indications doivent être communiquées par écrit.

1982, c. 30, a. 48.

Ministère du  
Développement durable,  
de l'Environnement,  
de la Faune et des Parcs

Québec

Direction régionale de l'analyse et de l'expertise  
de Montréal, Laval, Lanaudière et Laurentides

Le 16 janvier 2013

Madame Ariane Perras  
Golder Associés ltée  
9200, boulevard de l'Acadie, bureau 10  
Montréal (Québec) H4N 2T2

Par télécopieur : 514 383-5332

**Objet : Demande d'accès aux documents en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) :**  
**Lots : 17-1-10, 76-912, 77-31, 77-1869, 267-1, Montréal (Québec)**

Madame,

Nous donnons suite à votre demande d'accès du jour, concernant l'objet précité.

Après vérification, nous vous informons que le Ministère ne détient aucun document permettant de répondre à votre demande.

Vous avez droit de recours de cette décision devant la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-annexée une note explicative concernant l'exercice de ce recours. Si vous désirez plus de renseignements, vous pouvez vous adresser au soussigné, au numéro 514 873-3636, poste 221

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Marc Chagnon pour :

Josée Longpré  
Responsable  
Loi d'accès aux  
documents

p.j.

Bureau de Montréal  
5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3860  
Montréal (Québec) H1T 3K9  
Téléphone : 514 873-3636  
Télécopieur : 514 864-0856  
Internet : [www.mddefn.gouv.qc.ca](http://www.mddefn.gouv.qc.ca)

Bureau de Laval  
850, boulevard Vanier  
Laval (Québec) H7C 2M7  
Téléphone : 450 661-2008  
Télécopieur : 450 661-2217

Bureau de Lanaudière  
100, boulevard Industriel  
Repentigny (Québec) J6A 4X6  
Téléphone : 450 654-4355  
Télécopieur : 450 654-6131

Bureau des Laurentides  
300, rue Sicard, bureau 80  
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5  
Téléphone : 450 433-2220  
Télécopieur : 450 433-1315



## AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

### Révision par la Commission d'accès à l'information

#### a) *Pouvoir :*

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

<b>Québec</b>	575, rue St-Amable Bureau 1.10 Québec (Québec) G1R 2G4	Tél.: (418) 528-7741 Sans frais 1-888-528-7741	Télécopieur: (418) 529-3102
<b>Montréal</b>	500, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél.: (514) 873-4196 Sans frais 1-888-528-7741	Télécopieur: (514) 844-6170

#### b) *Motifs :*

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) *Délais :*

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

REQU 25 JAN. 2013



Transport Canada    Transports  
Canada                Canada

Access to Information and Privacy Division  
Division de l'accès à l'information et de la  
protection des renseignements personnels

Place de Ville, Tower C  
330 Sparks Street  
Ottawa, ON K1A 0N5

Fax: (613) 991-6594

Your File    Votre référence  
12-1223-0024 (1300)

Our File    Notre référence  
A-2012-01185 / RB

JAN 21 2013

Ms. Ariane Perras  
Golder Associés Ltée  
9200, boul. de l'Acadie, bureau 10  
Montréal, Quebec H4N 2T2

Dear Ms. Perras:

This letter is in response to your request made under the *Access to Information Act* for documentation pertaining to information regarding a property located along Notre-Dame Street East, Montreal-East, which are under management of the Montreal Port Authority (sector 98 to 102).

I wish to inform you that no records were found that contain the information that you are seeking.

You are entitled to file a complaint within 60 days of receipt of this notice by writing to:

Office of the Information Commissioner of Canada  
Place de Ville, Tower B,  
112 Kent Street, 7th Floor,  
Ottawa, Ontario K1A 1H3

Should you have any questions, you may contact Robert Bougard at (613) 991-6406 or via e-mail at [robert.bougard@tc.gc.ca](mailto:robert.bougard@tc.gc.ca). Please quote the file number listed above in all correspondence pertaining to this request.

Yours sincerely,

Sylvie Plourde  
ATIP Coordinator

REÇU 07 FEV. 2013



Environnement Environnement  
Canada Canada  
Terrasses de la Chaudière  
10, rue Wellington, 4<sup>ème</sup> étage  
Gatineau (Québec)  
K1A 0H3

Your File Votre référence  
**12-1223-0024 (1300)**  
Our File Notre référence  
**A-2012-01947 / TM**

5 février 2013

Madame Ariane Perras  
Golder Associés Ltée  
9200, boul. de l'Acadie, bureau 10  
Montréal, Québec H4N 2T2

Madame Perras,

Par la présente, nous accusons réception de votre demande effectuée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, laquelle nous est parvenue le 5 février 2013. Votre demande stipule que vous désirez :

**“Propriétaire: Administration portuaire de Montréal**

**Adresse: Aucune adresse n'est disponible pour la propriété, qui était inclus dans l'ancienne raffinerie de Texaco.**

**Lot 1 215 217, aux secteurs 98 à 99 du Port du Montréal**

**Dans le cadre d'une vérification environnementale, nous désirons obtenir copie du dossier que Environnement Canada détient relativement à la propriété mentionnée en titre. Plus spécifiquement, nous voudrions obtenir copie de tout document relativement à cette propriété tel que:**

- plaintes, rapports d'inspection, avis d'infraction;**
- permis d'exploitation, certificat de conformité, certificat d'autorisation ou autre autorisation;**
- dossiers concernant l'inventaire national de rejet des polluants (INRP);**
- dossiers concernant les équipements contenant des BPC, s'il y a lieu; et de**
- toute correspondance générale.**

**Autorisation: {Marie-Claude Leroux} ”**

Nous commençons dès maintenant le traitement de votre demande et nous communiquerons avec vous le plus tôt possible. Veuillez noter que vous trouverez ci-joint nos principes sur l'assistance de votre demande.

.../2



Environnement Canada    Environnement Canada

*Terrasses de la Chaudière  
10 rue Wellington, 27<sup>e</sup> étage  
Gatineau, Québec K1A 0H3*

**REÇU 03 JUL. 2013**

**27 JUIN 2013**

Votre référence    Your File  
12-1223-0024 (1300)  
Notre référence    Your File  
A-2012-01946 / TM  
A-2012-01947 / TM

Madame Ariane Perras  
Golder Associés Ltée  
9200, boul. de l'Acadie, bureau 10  
Montréal (Québec) H4N 2T2

Madame Perras,

La présente fait suite à vos demandes effectuées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) pour :

**A-2012-01946**

"Propriétaire: Administration portuaire de Montréal

Adresse: 10800, rue Notre-Dame Est, Montréal-Est, Québec, H1B 2T7

Lots 1 250 985 et 1 251 214, aux secteurs 100 à 102 du Port du Montréal

Dans le cadre d'une vérification environnementale, nous désirons obtenir copie du dossier que Environnement Canada détient relativement à la propriété mentionnée en titre. Plus spécifiquement, nous voudrions obtenir copie de tout document relativement à cette propriété tel que:

- plaintes, rapports d'inspection, avis d'infraction;
- permis d'exploitation, certificat de conformité, certificat d'autorisation ou autre autorisation;
- dossiers concernant l'inventaire national de rejet des polluants (INRP);
- dossiers concernant les équipements contenant des BPC, s'il y a lieu; et de
- toute correspondance générale.

Autorisation: {Marie-Claude Leroux} "

**A-2012-01947**

"Clarification 12/03/2013:

Adresse: 10,175 Notre-Dame Est

Propriétaire: Administration portuaire de Montréal

Adresse: Aucune adresse n'est disponible pour la propriété, qui était inclus dans l'ancienne raffinerie de Texaco.

.../2

Lot 1 251 217, aux secteurs 98 à 99 du Port du Montréal

Dans le cadre d'une vérification environnementale, nous désirons obtenir copie du dossier que Environnement Canada détient relativement à la propriété mentionnée en titre. Plus spécifiquement, nous voudrions obtenir copie de tout document relativement à cette propriété tel que:

- plaintes, rapports d'inspection, avis d'infraction;
- permis d'exploitation, certificat de conformité, certificat d'autorisation ou autre autorisation;
- dossiers concernant l'inventaire national de rejet des polluants (INRP);
- dossiers concernant les équipements contenant des BPC, s'il y a lieu; et de
- toute correspondance générale.

Autorisation: {Marie-Claude Leroux} "

Veillez trouver ci-joint la documentation ayant trait à vos demandes. Veillez noter que certaines parties ont été prélevées conformément aux alinéas 19(1) et 20(1)(b) de la Loi. Une copie des articles est jointe.

Tel qu'entendu, les documents comprenant des sections touchant à d'autres propriétés et qui ne sont d'aucun intérêt pour vous, ont été prélevées sous la disposition "non pertinent".

Soyez avisée que vous êtes en droit de déposer une plainte auprès du Commissaire à l'information à ce propos dans les 60 jours suivant la date à laquelle vous avez reçu cet avis. Si vous vous prévaluez de ce droit, vous devez faire parvenir votre plainte à l'adresse suivante :

Commissaire à l'information du Canada  
Place de Ville, Tour B  
112, rue Kent, 7e étage  
Ottawa (Ontario) K1A 1H3

Si vous désirez obtenir de plus amples informations concernant le traitement de votre demande, n'hésitez pas à communiquer avec Thérèse Morin au 819-994-5315.

Veillez agréer, Madame Perras, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Nancy Hamzawi  
Coordonnatrice de l'accès à l'information et de  
la protection des renseignements personnels

Pièces jointes





## ANNEXE D

### Liste des rapports environnementaux antérieurs fournis par l'APM

ANNEXE D  
TABLEAU RÉSUMÉ

Reference Designation	MPA No.	Title	Author	Year	Client
Cartier Monenco 1985	180-1120 /180-1121	SITE INVESTIGATIONS FOR THE ELABORATION OF A DECOMMISSIONING PLAN FOR THE TEXACO MONTRÉAL PLANT - VOLUME 1, VOLUME 2	Cartier Monenco	1985-10	Texaco Canada Inc.
ADS 1989a	180-1114	ENVIRONMENTAL DECOMMISSIONING PROJECT - TEXACO MONTRÉAL PLANT - REQUEST FOR CERTIFICATE OF AUTHORIZATION	ADS GROUPE-CONSEIL INC.	1989-08	Texaco Canada Inc.
ADS 1989b	180-1115	ENVIRONMENTAL DECOMMISSIONING PROJECT - TEXACO MONTRÉAL PLANT - FINAL CLEANUP PLAN EXECUTIVE SUMMARY DOCUMENT	ADS GROUPE-CONSEIL INC.	1989-08	Texaco Canada Inc.
ADS 1995	180-3207	CONFINEMENT ET RÉCUPÉRATION DE LA PHASE FLOTTANTE D'HYDROCARBURES DANS LE SECTEUR DU QUAI DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO - SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET TECHNIQUE - FÉVRIER 1994 À FÉVRIER 1995	ADS GROUPE-CONSEIL INC.	1995-03	N/D (consulted at MPA)
Biogénie 1996a	180-1106 /180-1107 /180-1108	RESTAURATION DU SITE DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTRÉAL-EST - RESTAURATION DU TERRAIN DE 25 ACRES ET D'UNE PORTION DU TERRAIN DU TERMINAL MARIN (1995) - VOLUME 1, VOLUME 2, VOLUME 3	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	1996-03	Pétrolière Impériale
Biogénie 1996b	180-3575	CONFINEMENT ET RÉCUPÉRATION DE LA PHASE FLOTTANTE D'HYDROCARBURES - TERMINAL MARIN DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTRÉAL-EST	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	1996-03	Pétrolière Impériale
Biogénie 1997a	180-3868	RESTAURATION DU SITE DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTRÉAL-EST - RESTAURATION DU TERMINAL MARIN ET DES TERRAINS DE 25 ET 43 ACRES (1996) - VOLUME 1	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	1997-02	Pétrolière Impériale
Soprin ADS 1997a	2240-2326	SYNTHÈSE DES RAPPORTS DE CARACTÉRISATION ET DE RESTAURATION AINSI QUE LE PROGRAMME DE CARACTÉRISATION PROPOSÉ - ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTRÉAL-EST - PARCELLES 76-911, 76-912, 77-1868 ET 77-1869 - ENVIRONNEMENT	SOPRIN ADS INC.	1997-06	Société du Port de Montréal

ANNEXE D  
TABLEAU RÉSUMÉ

Reference Designation	MPA No.	Title	Author	Year	Client
Soprin ADS 1997b	2240-1140	ACQUISITION D'UNE PARTIE DU TERRAIN DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTRÉAL-EST - ÉTUDE DE CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DES SOLS ET DE L'EAU SOUTERRAINE - RAPPORT FINAL	SOPRIN ADS INC.	1997-12	Société du Port de Montréal
Biogénie 1997b	180-2209	RESTAURATION DU SITE DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTRÉAL-EST - TERMINAL MARIN ET TERRAIN DE 25 ACRES (1997) - VOLUME 1	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	1997-12	Pétrolière Impériale
Dessau-Soprin 1998	2240-2898 /2240-0183	ACQUISITION D'UNE PARTIE DU TERRAIN DE L'ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO DE MONTRÉAL-EST - SUIVI ENVIRONNEMENTAL DE LA QUALITÉ DE L'EAU SOUTERRAINE - RAPPORT PRÉLIMINAIRE, RAPPORT FINAL	DESSAU-SOPRIN INC.	1998-11	Société du Port de Montréal
Terratech 1999	2240-4150	PROJET DE TERMINAL POUR LE VRAC - ANCIENNE RAFFINERIE TEXACO MONTRÉAL-EST - RAPPORT D'ÉTUDE GÉOTECHNIQUE	Terratech	1999-01	Société du Port de Montréal
TechnoRem 1999	2240-3916	DÉTERMINATION DE LA QUALITÉ DE L'EAU SOUTERRAINE PRÉLEVÉE DES ANCIENS Puits D'OBSERVATION RÉALISÉS PAR SOPRIN ADS INC. (1997) DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE D'ÉVALUATION DES TRAVAUX DE RESTAURATION	TECHNOREM INC.	1999-02	Port de Montréal
TechnoRem 2000	180-4032	ÉVALUATION TECHNIQUE DES RAPPORTS FOURNIS PAR LA PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE POUR LES TRAVAUX DE CARACTÉRISATION ET DE RESTAURATION À L'ANCIEN TERMINAL MARIN DE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE, SECTIONS 98 À 100	TECHNOREM INC.	2000-05	Administration Portuaire de Montréal
Terrapex 2000	180-4091	PRÉ-CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE PHASE II - CORRIDOR DES PIPELINES, CANTERM, MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTEE	2000-08	Groupe Pétrolier Olco
DDH 2000b	180-4252	CAMPAGNE D'ÉCHANTILLONNAGE ET D'ANALYSE DE L'EAU SOUTERRAINE AU DÉPOT-USINE DE MONTRÉAL-EST - CARACTÉRISATION DE L'EAU SOUTERRAINE	DDH ENVIRONNEMENT INC.	2000-12	Pétrolière Impériale

ANNEXE D  
TABLEAU RÉSUMÉ

Reference Designation	MPA No.	Title	Author	Year	Client
DDH 2000a	180-4285	CARACTÉRISATION DU CORRIDOR DU PIPELINE ESSO-OLCO RAPPORT - PORTION DU PIPELINE ESSO-OLCO (SECTION 101) 44-095 - D.U.M.E. - 10 800 NOTRE-DAME EST MONTRÉAL-EST	DDH ENVIRONNEMENT INC.	2000-12	Pétrolière Impériale
Terrapex 2001	180-4353	RAPPORT DE GESTION ENVIRONNEMENTALE - PROJET DE DÉMANTÈLEMENT DE LA CONDUITE INTER-RAFFINERIE (SECTIONS 100 À 104 DU PORT DE MONTRÉAL) MONTRÉAL-EST (QUÉBEC)	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTEE	2001-12	Ultramar
Terrapex 2002	180-4391	RAPPORT DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL - CORRIDOR DE LA NOUVELLE CONDUITE CANTERM - SECTIONS 95 À 105 DU PORT DE MONTRÉAL - MONTRÉAL-EST	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTEE	2002-02	Terminaux Canadiens Canterm
TechnoRem 2003	180-4607	SYNTHÈSE DES ÉTUDES ENVIRONNEMENTALES ET SITUATION ENVIRONNEMENTALE ACTUELLE AUX SECTIONS 98 À 100 DU PORT DE MONTRÉAL - RAPPORT FINAL - DOCUMENT CONFIDENTIEL ET PRIVILÉGIÉ	TECHNOREM INC.	2003-01	Administration Portuaire de Montréal
Dessau-Soprin 2003d	180-4772	PLAN DE RÉHABILITATION DU TERMINAL MARIN ESSO DE MONTRÉAL-EST - SECTIONS 101 ET 102 DU PORT DE MONTRÉAL - ENVIRONNEMENT - PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE	DESSAU-SOPRIN INC.	2003-04	Pétrolière Impériale
Gartner 2003	180-4759	VÉRIFICATION DE CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE - SECTIONS 98 À 100 - SECTIONS 46 ET 47 (PARCELLE A) - SECTIONS 47 À 49 (PARCELLES A ET B) - RAPPORT FINAL	GARTNER LEE LTEE	2003-11	N/D (consulted at MPA)
Robert Hamelin 2004	180-4863	PROJET DE CONSTRUCTION DE DEUX CONDUITES DE 30 CM DE DIAMÈTRE POUR LE TRANSFERT DE PRODUITS PÉTROLIERS - SECTIONS 95 À 109 DU PORT DE MONTRÉAL - EXAMEN PRÉALABLE AU SENS DE LA LCEE	ROBERT HAMELIN ET ASSOCIES INC.	2004-05	Paul Pichette & associés

ANNEXE D  
TABLEAU RÉSUMÉ

Reference Designation	MPA No.	Title	Author	Year	Client
Terrapex 2005a	180-5254 a /180-5254 b /180-5254 c	RAPPORT DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL TERMINAUX CANADIENS CANTERM - PROJET: CPC TRANSFER LINE - VOL. 1, 2, 3	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTEE	2005-03	Terminaux Canadiens Canterm
Terrapex 2005b	180-5595	CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DES SOLS ET DE L'EAU SOUTERRAINE - PROJET: CPC TRANSFER LINE	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTEE	2005-09	Terminaux Canadiens Canterm
Biogenie 2008	180-5701 a /180-5701 b	RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE 2003-2006 - ANCIEN TERMINAL MARIN ESSO (QUAIS 101 ET 102 DU PORT DE MONTRÉAL) SITUÉ AU 10 800, RUE NOTRE-DAME EST À MONTRÉAL-EST - RAPPORT FINAL - VOLUME 1 DE 2, VOLUME 2 DE 2	BIOGENIE S.R.D.C. INC.	2008-05	Pétrolière Impériale
TechnoRem 2008	180-5598	ÉCHANTILLONNAGE DES REJETS D'EAUX USÉES AUX SECTIONS 98 À 100 (LOGISTEC), PORT DE MONTRÉAL - SUIVI 2007 - RAPPORT FINAL	TECHNOREM INC.	2008-05	N/D (consulted at MPA)
TechnoRem 2009	180-5793	ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE SITE PHASE II - ZONES DE CONTAMINATION RÉSIDUELLE SECTIONS 98-102, PORT DE MONTRÉAL - RAPPORT FINAL	TECHNOREM INC.	2009-07	Administration Portuaire de Montréal
MPA 2010	180-5943	PROJET DE RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE - ANCIEN TERMINAL MARIN DE LA PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE - SECTIONS 101- 102, PORT DE MONTRÉAL - DOCUMENT SYNTHÈSE	PORT DE MONTRÉAL -ENVIRONNEMENT	2010-07	Port de Montréal





# ANNEXE E

## Limitations

GENERAL CONDITIONS AND LIMITATIONS  
PHASE I ENVIRONMENTAL SITE ASSESSMENT REPORT

USE OF THE REPORT AND ITS CONTENTS

This report has been prepared for the exclusive use of the Client or his agents. The factual information, interpretations, comments and recommendations contained herein are specific to the project described in this report and do not apply to any other project or site. This report must be read in its entirety as some sections could be falsely interpreted when taken individually or out-of-context. As well, the text of the final version of this report supersedes any other text, opinion or preliminary version produced by Golder.

Unless otherwise specified, the interpretations, comments and recommendations presented in this report have been formulated, as per the scope of work, following a document search on site history, a visual assessment of physical site conditions at the time of the site visit, and interviews with site owners, lessees, occupants or managers. These same interpretations, comments and recommendations have been formulated, taking into account the general limitations described below as well as in light of our knowledge of the current and/or planned use of the site, the applicable regulations, standards and criteria, and the professional rules and practices recognized and accepted at the time of the study.

The present report is mainly based on verbal information. Golder has relied in good faith on the information provided by the persons contacted and interviewed in performing this mandate. Unless its negligence is proven, Golder shall not be held responsible for any damages, resulting directly or indirectly from false or erroneous statements, from reticent testimonies and/or non disclosure of pertinent information by the persons interviewed or contacted. References to acts and regulations contained in this report are informally provided on a technical basis. Since acts and regulations are subject to interpretation, Golder recommends its Client to consult with legal counsel to obtain suitable advice.

Golder shall not be held responsible for damages resulting from unpredictable or unknown historical or underground conditions, from erroneous information provided by other sources than Golder, and from ulterior changes in the site conditions unless Golder has been notified by the Client of any occurrence, activity, information or discovery, past or future, susceptible of modifying the site conditions described herein, and have had the opportunity of revising their interpretations, comments and recommendations. Furthermore, Golder shall not be held responsible for damages resulting from any future modification to the applicable regulations, standards and criteria, for any use of this report by a third party, and/or for its use for other purposes than those intended. Finally, Golder shall not be held responsible for any decrease, real or perceived, of the property/site's value or any failure to complete a transaction, as a consequence of reporting factual information.

ASSESSMENT OF THE SITE CONDITIONS

The Phase I Environmental Site Assessment performed by Golder, as described in this report, was conducted in a manner consistent with that level of care and skill normally exercised by other members of the engineering and science professions currently practising under similar conditions, subject to the time limits and financial and physical constraints applicable to the services. Unless otherwise specified, the results of previous or simultaneous work provided by sources other than Golder and quoted and/or used in this report are considered as having been obtained according to recognized and accepted professional rules and practices, and therefore deemed valid.

Unless otherwise specified, the use of borings, the measuring, sampling or detailed inventory of waste, chemicals, soil, water or any other material on site or in its vicinity were not included in the scope of the present mandate.

Propriété de ses employés et forte d'une expérience de plus de 50 ans, Golder Associés, une organisation d'envergure mondiale, a pour raison d'être de contribuer au développement de la Terre tout en préservant son intégrité. Nous fournissons à nos clients des solutions durables comprenant une gamme étendue de services spécialisés en consultation, conception et construction dans les domaines des sciences de la Terre, de l'environnement et de l'énergie.

Pour en savoir plus, visitez [golder.com](http://golder.com)

Afrique	+ 27 11 254 4800
Asie	+ 86 21 6258 5522
Océanie	+ 61 3 8862 3500
Europe	+ 44 1628 851851
Amérique du Nord	+ 1 800 275 3281
Amérique du Sud	+ 56 2 2616 2000

[solutions@golder.com](mailto:solutions@golder.com)  
[www.golder.com](http://www.golder.com)

**Golder Associés Ltée**  
**9200, boul. de l'Acadie, bureau 10**  
**Montréal (Québec) H4N 2T2**  
**Canada**  
**T: +1 (514) 383 0990**

